

le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde **libertaire**

Arrêtons le massacre !



2€
ISSN 0026-9433

« Le jour où je serai d'accord avec tous les articles du Monde libertaire, c'est que j'aurai perdu tout sens critique, ou que notre journal sera devenu complètement sectaire. »

hebdo n° 1521

du 19 au 25 juin 2008

Sommaire

Un bien **sinistre bilan**, par J. Langlois, page 3

Bref! page 6

Parjure et félonie, par J. Vallet, page 7

Syndicats, tu parles, par J.-P. Germain, page 8

L'autruche en **pond de travers**, par F. Ladrise, page 8

Des miettes à **se partager**, par J.-P. Tertrais, page 9

Pas si bon, **le vieux temps**, interview d'Hélène, page 11

Échos **libanais pas roses**, par P. Sommermeyer, page 14

Bavures en Bolivie, par des rescapés, page 15

Gouaille libertaire et **québécoise**, par P. Sommermeyer, page 16

Une **petite toile**, par H. Hurst, page 17

La **révolte luddite (II)**, par N. Potkine, page 18

Des **peintres** engagés, par G. Bounoure, page 19

En direct d'**Oaxaca**, par Delphine, page 20

Le **mouvement** qui vit, page 21

La radio sans dieu, sans maître et **sans pub**, page 22

Pour ne **rien oublier**, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



L'EURO 2008 COMMENCE BIEN, l'Irlande a marqué un point contre Lisbonne. Les Irlandais ont botté en touche le traité de Lisbonne – ce succédané de la constitution européenne refusée par les Françaises, Français, Hollandais et Hollandaises. Mais ceci n'empêchera en rien les lobbies européens de continuer leur travail de sape pour nous imposer leur libéralisme dérégulé. L'Irlande nous a pourtant toujours été présentée comme un miracle économique né de l'ouverture à l'Europe et d'un libéralisme débridé. À croire que cette vision ultralibérale de l'Europe ne plaît pas à tous les Irlandais.

C'est notre Nicolas Premier national qui doit être vexé ! Encore un de ses projets tonitruants qui bat de l'aile, décidément... cela devient une habitude. Mais pas d'inquiétude pour le leader de la majorité qui vient de rencontrer George W. Bush, le président finissant des États-Unis. Ces deux maîtres de la novlangue se sont mis d'accord pour nous concocter une menace nucléaire de la part de l'Iran. De quoi bien nous distraire, par la terreur d'un holocauste, de nos préoccupations quotidiennes. Ce sont les salaires qui n'augmentent pas ou pas assez, les transports de plus en plus chers, etc. Notre système de santé est inéluctablement amené vers une faillite volontaire. En général, tous les services au public se dégradent. Le public n'est plus considéré que comme un amalgame de clients, de consommateurs de services. La productivité au travail prend une courbe exponentielle, en poussant certains au suicide. Et pourtant l'Europe porte à 65 heures le temps limite de travail, soit 13 heures par jour pendant cinq jours...

Pendant ce temps-là, nos ministres et députés nous pondent des lois toujours plus contraignantes pour les salariés, en organisant la destruction de toutes les règles collectives destinées à adoucir l'exploitation de l'homme par l'homme. Après un an de chômage, le travailleur sera obligé d'accepter d'aller gratter loin de chez lui, pour un salaire équivalent à ses indemnités de chômage (déjà bien réduites). Et ceci nous est présenté sous un jour de progrès, de réformes indispensables aux relents de « révolution nationale ». Ceux qui oseraient s'attaquer à cette casse sociale sont montrés du doigt comme des réactionnaires conservateurs qui ont peur de l'avenir. Cette novlangue se répand à travers les médias grâce aux journalistes servilement formatés. Les confédérations syndicales, le couteau de leur représentativité sur la gorge, ne défendent plus que du bout des lèvres les intérêts des travailleurs. Ils les monnayent. Le grand banquet de l'Europe, où se gorgent nos exploités à califourchon sur notre dos, a du retard dans le service, mais cela n'empêche pas tous ces salops de se gaver de notre labeur dans une orgie de profits...

Les « sarkonomics »



Jacques Langlois

LE COMTE-PRÉSIDENT TSARKOZY de Supernova reprend du poil de la bête et occupe le terrain par des visites et des déclarations. À Chantilly, car il choisit quand même de s'adresser à la crème, il a annoncé le re-développement du « gaulisme social » avec l'intéressement et la participation. Il s'agit de ressusciter l'association capital-travail et de nourrir le pouvoir d'achat, sa promesse majeure lors de l'élection présidentielle. La future loi « de modernisation économique » doit par ailleurs, sous l'impulsion décisive de Tsarko, pénaliser les entreprises qui ne lanceront pas de négociation sur les salaires et de réformer les lois Raffarin, Royer et Galland (et même la très récente loi Chatel) sur la distribution. Nous avons déjà eu la loi Tèpa qui accordait 10 milliards de réduction d'impôts aux plus aisés et 5 milliards aux prolos sous forme d'heures supplémentaires et de RTT détaxées. On a la loi en préparation sur le RSA de Martin Hirsch. Cela fait partie d'une politique inaugurée à fond sous Chiracos, ce qui veut dire que Tsarkozy n'est pas dans la rupture mais dans la continuité en faveur des riches.

Les cadeaux aux riches ne sont pas récents. Le taux d'imposition maximal et marginal de l'IRPP est constamment descendu pour arriver à 40 %, notamment avec le trotskiste Jospin qui l'avait baissé de deux points, le mettant à 52 %. Sous Villepin, on est arrivé à 40 %. L'impôt sur

les sociétés est descendu à 33,3 %. Tsarkozy veut l'abaisser à 20 %. Les exonérations de cotisations sociales et d'impôts et les subventions pour les sociétés représentent 65 milliards d'euros en 2007, dont 23 pour les exonérations de cotisations sociales en dessous de 1,6 Smic. Ce qui, du reste, pousse les entreprises à ne jamais dépasser ce seuil de salaire. Les dividendes ne seraient plus taxés sous le comte-président qu'à 16 % (versement à la base, au lieu d'intégration dans le revenu fiscal). Le patronat se fout dans la poche (moyennant un léger arrosage des syndicats) les 22 milliards de la formation professionnelle continue. Il a été révélé qu'il se payait grassement sur la bête du 1 % patronal de financement du logement. Passé partout, entre subventions, prédatons et exonérations on peut estimer à 150 milliards d'euros minimum les sommes retirées du financement des services publics par l'impôt au profit du capital et des riches.

Un rapport vient de constater que depuis 2002 les « niches fiscales » (investissements dans les DOM-TOM, y compris pour des hôtels de luxe et des bateaux de plaisance, loi Malraux sur la restauration de monuments historiques, lois de Robien ou Borloo sur les investissements locatifs, privilèges des journalistes, emplois de service à domicile, etc.) ont fait passer les déductions d'impôt de 50 à 73 milliards d'euros. Tsarkozy a encore

accéléralé le phénomène avec la quasi-suppression des droits de succession pour les riches et la création d'une déduction d'impôt pour les accessions à la propriété. Il a eu aussi le culot d'installer le bouclier fiscal de l'ISF et des impôts, y compris la CSG et la RDS, à 50 % du revenu. Ainsi 3 800 contribuables vont recevoir un gros chèque de remboursement du trop perçu. La fraude fiscale représente dans les 40 milliards par an; rien à fiche: on préfère faire la chasse aux « faux chômeurs » et aux truqueurs des assurances sociales, soit dans les 300 millions maximum. De façon générale, les cadeaux aux riches sont accompagnés par la taxation des petits; les franchises médicales récentes et le droit des toubibs aux dépassements d'honoraires ou la réorganisation des hôpitaux en sont le meilleur exemple.

L'intéressement (loi de 1959) concerne environ 4,2 millions de salariés pour 6 milliards d'euros; il est versé à 75 % par les entreprises de plus de 1 000 salariés; la participation (loi de 1967) touche 5 millions de salariés des entreprises de plus de 50 employés pour 6 milliards aussi (essentiellement versés par les boîtes de plus de 1 000 salariés). Or il y a 23,5 millions de salariés pour une population active de 25. Le projet serait d'étendre ces belles choses à tous contre un crédit d'impôt de 20 % des sommes concernées pour les entreprises (soit suite à des premiers accords, soit seulement pour le supplément en cas d'accords anciens). Le salarié qui consommerait ces ressources d'intéressement ou de participation paierait l'IRPP dessus; s'il conserve les apports pendant 5 ans, pas d'IRPP, seulement CSG et CRDS.

Pour qu'il y ait intéressement, encore faut-il qu'il y ait des bénéfices consistants, ce qui n'est guère le cas des TPE (très petites entreprises), des PMI ou des PME. Il en résulte que la majeure partie des employés ne recevra pas grand-chose. Ensuite, il est clair que ces largesses entraîneront, comme par le passé, un ralentissement des augmentations générales de salaire et que des rémunérations prévisibles et certaines seront remplacées par des gains aléatoires liés aux résultats des entreprises. Par ailleurs, ces sommes ne donnent pas lieu aux cotisations de retraite. C'est pourquoi, comme cela contribuera à une diminution supplé-

mentaire des pensions (après les lois Balladur de 1993, Fillon de 2003, d'alignement des régimes spéciaux et future loi Bertrand sur 41 ans de cotisation qui conduisent à une diminution de 30 % des taux de remplacement du dernier salaire par la pension), les salariés auront tout intérêt à conserver l'argent pour assurer mieux leur vieillesse, ce qui revient à de la capitalisation et de l'épargne. On ne voit pas alors ce que cela produirait sur le pouvoir d'achat à moyen terme ni pour les heureux bénéficiaires ni, encore moins, pour les frustrés. On voit aussi que les retraités feront tintin, leurs pensions étant seulement liées à l'inflation, laquelle est en permanence sous-estimée par les statistiques d'État. Enfin, il faudrait savoir dans quoi les sommes concernées vont être placées: dans le capital de l'entreprise? Risques de faillite; dans des fonds d'investissement? Risques de krach boursier, auquel cas les salariés auront perdu à la fois sur leurs salaires et sur leur intéressement.

Effet pervers commun d'encourager les patrons à payer le moins possible leurs salariés puisque l'État compense en assurant un revenu minimum de survie.

La mesure est donc inégalitaire, hasardeuse et renforce les avancées vers le tout-service rendu à la finance par les gouvernements. Au passage, il convient de noter qu'elle présente la caractéristique principale des sarkonomics, à savoir la fragmentation des différents types de salariés (public/privé, garantis/précaires, internes/intérimaires, grosses boîtes/très petites, florissantes/vivotantes, etc.), leur mise en conflit et l'exacerbation des jalousies. Ce n'est pas nouveau à droite suivant le bon vieux principe du diviser pour régner.

Le revenu de solidarité active (RSA), qui peut coûter dans les 3 à 4 milliards, peine à trouver son financement en ces temps de « faillite » et de caisses vides malgré les promesses électorales. Eurêka, Sarkozy invente

son financement par une razzia sur la prime pour l'emploi (PPE, créée par Lou Jospin et régulièrement augmentée, maigrement, depuis). Rappelons que la PPE est une subvention étatique aux petits salariés disposant d'un emploi; les érémites et autres chômeurs en sont donc exclus. Le Monde a fait faire le calcul: sur 9 millions de salariés touchant la PPE, les ménages ayant moins de 1,15 Smic de revenus ne seraient pas concernés ou touchés, ceux de moins de 1 smic y gagneraient un chouïa, et les 2,5 millions entre 1,2^e et 1,4 Smic y perdraient. C'est funambulesque: les pauvres ayant le nez juste au-dessus de la fosse à purin paieraient pour ceux qui y ont les yeux! PPE, solution libéralo-socialiste du trotskiste Jospin, et RSA imaginé par un chrétien social ont comme effet pervers commun d'encourager les patrons à payer le moins possible leurs salariés puisque l'État compense en assurant un revenu minimum de survie. Cette belle solution a été inventée par Milton Friedman, pape du monétarisme et de la révolution néo-conservatrice.

Le mitron, général Boulanger en herbe, veut frapper les boîtes qui ne négocieraient pas sur les salaires en leur sucrant 10 % (pour commencer) des exonérations de charges sociales pour les employés payés moins de 1,6 Smic. Il était annoncé que cela serait fait en cas d'absences de résultats positifs comme suite aux négociations. Mais M^{me} Parisot a froncé ses sourcils. Tsarko a donc fait machine arrière: la négociation suffira avec compte rendu auprès de l'Inspection du travail. Cela sera évidemment d'une efficacité redoutable.

Il ne sera pas touché à l'âge légal du départ en retraite à 40 ans. Ce n'est pas le problème car ce qui compte c'est la durée de cotisation portée bientôt à 41 ans. Comme à 60 ans, énormément de salariés n'auront pas ces 41 années, soit il leur faudra travailler au-delà de 60 ans, à supposer que les patrons ne les forcent pas à rejoindre la cohorte des 38 % de 55-65 ans qui sont exclus de la population active, soit leur retraite sera amputée des annuités manquantes, ce qui est évidemment le but visé sans l'avouer. Cependant, sa grandeur Tsarko I^{er} envisage d'inciter les entreprises à mieux conserver ses vieux travailleurs, au besoin par des dispositifs et des pénalités





dont on ne connaît pas le contenu. Du reste, le gouvernement n'a toujours pas trouvé les moyens d'imposer une limite aux actuelles négociations sans fin sur l'âge de la retraite et le nombre d'annuités de cotisation pour les travailleurs exerçant des métiers pénibles et vivant en moyenne sept ans de moins que les cadres.

On ne toucherait pas non plus aux 35 heures comme horaire hebdomadaire légal du travail. Manqué, Porcinet, alias Xavier Bertrand, projette une loi donnant aux patrons le droit de négocier l'horaire de travail, chez eux très localement dans chaque établissement, ce qui interdirait les heures sup chez eux en dessous du volume négocié. Donc, à condition que cela reste local, la barre des 35 heures n'existera plus. Si on passait par exemple à 45 heures, en respectant la limite actuelle de 48 heures par semaine, il n'y aurait plus d'heures sup payées plus pour gagner plus. Porcinet, par ailleurs, prévoit que l'accord soit minoritaire en regroupant des syndicats ne représentant que 30 % des salariés. Cela va dans le même sens que l'obligation progressive d'accepter n'importe quel emploi (à deux heures de trajet journalier et au salaire calqué sur l'indemnité de chômage de 57,8 %), que le CDD pour vieux (Villepin) et la suppression des exemptions de recherche d'emploi passé 57 ans et demi.

Prises à la gorge par la crise pétrolière, les sarkonomics inventent la poudre de perlimpinpin. La TIPP étant fixe à 61 centimes, si le prix de base du gasoil augmente, l'État perçoit la TVA sur cette augmentation (rien de plus sur la TIPP puisqu'elle est constante). C'est d'ailleurs, de façon générale, une bonne surprise pour le budget car plus il y a d'inflation (à quasiment 3 % en rythme annuel maintenant alors que les tranches d'impôt n'ont été revalorisées que de 1,6 % et les retraites de 1 % plus 0,5 annoncés pour octobre) plus l'État touche. Tsarko envisage donc une rétrocession du surplus de TVA en faveur de la baisse du prix des carburants, à supposer que l'UE accepte! De même, la « prime à la cuve », actuellement de 150 euros, pourrait être portée à 200, grâce à la générosité de Total qui

consacrerait ainsi 1 % de ses profits (12 milliards en 2007) à la charité en faveur des non-assujettis à l'IRPP chauffés au fuel. Et les chauffés au gaz ou à l'électricité, alors? Les stratèges gouvernementaux n'ont pas l'air d'apercevoir que quand le prix augmente, la consommation baisse, ce qui diminue la TVA pétrolière reçue dont le surplus 2007 n'a été en réalité que de 70 millions (ç'aurait été 170 à consommation constante). Et Tsarko veut porter le problème devant l'UE pour baisser la TVA sur le pétrole. Il faudra l'unanimité des 27 pays membres pour en décider. Or, par exemple, la perfide Albion (et la Norvège ou les Pays-Bas) dispose de gaz et de pétrole au nord de l'Écosse et elle a donc tout intérêt à un pétrole très cher et à serrer le qui-qui aux autres pays important cette ressource. Les marins pêcheurs ont droit à des aides temporaires, ce qui est très loin d'être à la hauteur de leurs problèmes. Ce serait drôle que, les rejoignant, les chauffeurs de taxi, les routiers, les ambulanciers s'y mettent en même temps. Peut être qu'alors les syndicats fantoches pourraient réinventer la grève générale.

Cette politique est en outre fondée sur une analyse des couches sociales votantes; eh oui, pour être réélu, il faut se préparer une majorité.

Les sarkonomics-boys veulent mettre de la concurrence dans la distribution par droit d'ouvrir des supermarchés de moins de 1000 m² pour favoriser l'implantation de magasins low cost. Mais la France a déjà la plus grande densité européenne de grandes surfaces et nombre de chaînes ont ouvert des succursales low cost sous un autre nom. En réalité le problème n'est pas là. Il réside dans la toute-puissance des cinq centrales d'achat liées à ces chaînes, lesquelles font passer leurs fournisseurs sous les fourches Caudines, externalisent-délocalisent et empochent les rabais sans diminuer les prix en proportion. Alors, Zorro-Tsarko a imaginé de libérer les négociations

entre fournisseurs et distribution. Qu'en attendre? Les petits commerces (boucheries, poissonneries, etc.) vont dépérir à la vitesse V, écrabouillés par les grandes centrales d'achat. Là encore cette stratégie d'augmentation du pouvoir d'achat par la baisse des prix poussera à un chômage accru.

Cette politique est en outre fondée sur une analyse des couches sociales votantes; eh oui, pour être réélu, il faut se préparer une majorité. C'est pourquoi, lors de la campagne électorale, Tsarko avait promis d'arroser tout le monde. Il n'en avait évidemment pas l'intention car il savait que l'État était impécunieux et lourdement endetté. D'où la segmentation des bienfaits sarkozyens en fonction des populations méritantes et susceptibles de bien voter. D'abord les riches, peu nombreux mais qui détiennent les réseaux et les ressources d'influence qui lui permettront, comme le nabot l'a dit, ensuite de « faire du fric ». Ensuite les classes plus qu'aisées, les « bobos » qui votent bien ou qu'il faut arracher au socialisme à paillettes dont Jackland et Delanoix sont les plus beaux spécimens. Puis, il faut ne pas désespérer les plus pauvres, non pas pour leur vote puisque le plus souvent ils ne votent plus, mais pour éviter qu'ils ne se révoltent. Reste l'immense et disparate « classe moyenne », celle qui va de deux fois le Smic dans le ménage à une certaine aisance. C'est avec celle-ci que la sarkonomics est en délicatesse. À force de pomper dedans pour secourir les plus pauvres sans faire contribuer les riches à la solidarité sociale, elle risque de se détacher de la droite. Mais Tsarko est un redoutable politiciard. Il a compris la situation. Cette classe a peur d'être déclassée et de rejoindre les exclus dans la chute sociale. Du coup, elle tend à se regrouper autour d'un sauveur énergique. C'est de l'exorcisme pour ses peurs et c'est de l'envoûtement des pauvres auxquels elle ne veut pas ressembler. Cette classe, dans sa partie inférieure, a aussi peur pour sa sécurité et celle des biens qu'elle veut faire protéger jalousement. Alors, pour compenser sa dégradation économique graduelle, il suffit d'une politique sécuritaire et répressive. C'est simple, c'est beau la politique libérale... J. L.

Police décomplexée

Ce mois de mai a été particulièrement répressif : arrosage de gaz lacrymogène, concerts de flash ball, arrestations ciblées et « musclées ». Des personnes, souvent mineures, ont été touchées par des tirs de flash ball (y compris dans les parties vitales), d'autres ont été frappées et menacées par les flics de la Bac (avec leurs armes de service), et une lycéenne a été sérieusement blessée à la jambe par un éclat de « grenade de désencerclement ». Comme dans les quartiers populaires, les flics ont donc pris l'habitude d'utiliser, dans les manifs, tout leur arsenal d'armes dites à « létalité réduite ». L'expression ne fera sourire que celles et ceux qui n'ont pas été victimes de ces gadgets barbares. À Grenoble, on recense déjà trois blessées graves en moins de deux ans par des tirs de grenade de désencerclement (grenade à fort effet de soufflé qui projette des bouts de caoutchouc). Trois jeunes filles ont ainsi été mutilées à vie par ces grenades, dont deux au visage, sans que quiconque ne s'en alarme.

Rafles décomplexées

La Cimade, qui accueille et accompagne chaque année plusieurs dizaines de milliers de migrants et de demandeurs d'asile, dénonce dans une enquête publiée mardi les dysfonctionnements de l'accueil réservé aux étrangers dans les préfectures. L'association appelle à l'interdiction des interpellations à proximité des guichets.

FA de Rouen contre l'homophobie

Le groupe de la Fédération anarchiste de Rouen participe à l'organisation d'une marche contre l'homophobie le 21 juin 2008 avec individuels et anciens membres collectif LGBT « Comme ça » (en sommeil) et différentes orgas : Aides, FSU, ICR, Sud éducatif, Créal, Energy (EDF), etc. Rouennais, Rouennaises, viendez-donc nombreux !

Act-up en colère !

Le samedi 7 juin 2008, une vingtaine de militants d'Act Up-Paris ont zappé

l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris et maculé de faux-sang le siège de la Cour européenne des Droits de l'homme (CEDH) à Strasbourg. Elles et ils protestent contre l'arrêt rendu le 27 mai dernier par cette Cour, selon lequel expulser une personne séropositive vers un pays où elle ne pourrait avoir accès aux traitements nécessaires à sa survie ne serait pas contraire aux droits humains et ne relèverait donc pas, selon cet arrêt, d'un « traitement inhumain ou dégradant » tel que le définit l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'homme.

Quimper en colère

Place Saint-Corentin à Quimper, les manifestants contre la fermeture d'un hôpital ont allumé un feu de pneus... Les cafés ont fermé... Les gardes mobiles ont lancé des bombes lacrymogènes sur les manifestants qui leur lançaient des pierres... Les manifestants se sont dirigés vers le commissariat pour faire libérer leurs camarades arrêtés... Ils n'ont pas pu franchir le pont qui mène à l'hôtel de police... Le maire de Carhaix, Christian Troadec, a donc demandé la dissolution de la manifestation. Un élu carhaisien aurait même été blessé par un élément de projectile lacrymogène. Il a été conduit à l'hôpital. La colère monte...

Contre l'homophobie en Turquie

Le samedi 7 juin 2008, une militante de l'association LambdaIstanbul a participé à une conférence de presse au Centre lesbien gai bi trans de Paris en présence de nombreux correspondants de la presse turque en France, ainsi que d'autres médias. Cette militante a rappelé que la condamnation à la fermeture de l'association LambdaIstanbul – si celle-ci est confirmée par la Cour d'appel turque – serait une catastrophe pour les LGBT d'Istanbul. Sur les pancartes brandies devant le parvis du Centre Georges-Pompidou par des dizaines de personnes, on pouvait lire : « Droits et respects des LGBT en Turquie », « Pour la santé des LGBT en Turquie » avec pour

leitmotiv : « Non à la fermeture de LambdaIstanbul ». Du premier étage du musée, au son des sirènes, des militants ont déployé une bande serène, où l'on pouvait lire « Free LambdaIstanbul ».

Systématisation des expulsions

Les contrôles et arrestations massifs de sans-papiers s'intensifient dans les quartiers et les gares parisiennes. Au métro La Chapelle (ligne 2) et sur les boulevards qui l'entourent, ils sont devenus presque quotidiens : policiers et contrôleurs RATP traquent, tôt le matin à l'heure d'aller au travail (à partir de 6 heures) et le soir, les sans-papiers et les fraudeurs. Plutôt que de faire de grosses rafles visibles, les flics préfèrent opérer en petites unités de civils. Les détenus du centre de rétention de Vincennes expliquent qu'ils se sont fait arrêter par des policiers déguisés en jeunes couples ou passants du quartier, puis emmenés au commissariat dans des voitures banalisées. Face à ces arrestations, des gens s'organisent, des réseaux d'alerte téléphoniques se mettent en place dans certains quartiers de la région parisienne pour se prévenir des contrôles, se rendre sur place et opposer une résistance à la police. Dans les centres de rétention, les personnes arrêtées se révoltent (grèves de la faim, émeutes, refus du contrôle et de rentrer dans les cellules...) et, devant ces prisons, des manifestations et des parloirs sauvages se multiplient. Et tout ça dans une quasi-indifférence généralisée.

Les séropos à la porte !

Les deux principales associations de lutte contre le sida, Act Up-Paris et Aides, ont été exclues des débats durant la Conférence nationale du handicap. Tandis que les représentants de Aides se sont vu refuser l'accès même à l'enceinte où se tenait la conférence, en dépit de leurs invitations, les représentantes d'Act Up-Paris ont été conduites de force, la porte à peine franchie, dans un réduit en sous-sol, « sur consigne de l'Élysée », pour suivre la conférence sur écran.



L'extradition de Marina Petrella

Un devoir de résistance



TOUT A ÉTÉ DIT sur la trahison de l'État français de la parole donnée aux réfugiés italiens par Mitterrand en 1985: ils « étaient à l'abri de toute sanction par voie d'extradition ».

Qui peut faire confiance à l'État ?

Pendant des décennies, des gouvernements successifs ont respecté cet engagement jusqu'à ce que l'un d'eux, un peu plus voyou (au nom de quels intérêts crapuleux?), du jour au lendemain, change la règle et retire sa protection.

Rappelons que le premier coup de canif dans ce contrat moral a été porté en 1994 par Balladur qui signa un décret d'extradition de Paolo Persichetti (enseignant à Saint-Denis), décret auquel, hésitant, il ne donna pas suite.

On aurait pu en rester là. Les anciens militants avaient rompu avec la lutte armée et refait leur vie dans un pays qu'ils croyaient hospitalier. Ils ont fondé des familles, travaillé au grand jour, personne ne s'est soucié d'eux.

C'était sans compter avec l'acharnement de Silvio Berlusconi et les pratiques douteuses des Chirac, Perben et Sarkozy (déjà). En 2002, les réfugiés devinrent brusquement un enjeu politique entre les pouvoirs italien et français (allez savoir ce que ces clans s'échangèrent!). Une liste d'extraditables fut négociée, Persichetti arrêté et livré au mois d'août, sans entraîner de véritable protestation (25 août 2002). Puis, deux ans plus tard, au tour de Cesare Battisti: arrêté le 10 février 2004, son extradition ne devait être qu'une formalité. Ça devint un combat grâce à la forte mobilisation des polardeux et d'une partie de l'opinion publique, grâce aussi au courage de Fred

Vargas et de quelques politiques. (Cf. *Le Monde libertaire* du 27 mai 2004 et du 27 janvier 2005.) Heureusement, Cesare réussit à s'enfuir avant que le couperet de l'extradition ne tombe (14 août 2004). Il trouva asile au Brésil et, après l'échec de tous les recours possibles, pensa y refaire sa vie.

C'était sans compter avec l'acharnement de Nicolas Sarkozy. Juste avant de quitter le ministère de l'Intérieur, en campagne présidentielle, le candidat d'ultradroite réussit en mars 2007 un coup « électoral »: sur les indications de sa police, Battisti était arrêté à Rio de Janeiro. Depuis, notre ami croupit en prison à Brasilia et lutte désespérément pour ne pas être livré à l'Italie (où, n'oublions pas, selon une législation moyenâgeuse et contraire au droit européen, il risque de passer le restant de ses jours en prison sans avoir jamais eu la possibilité de reprendre des faits qui lui sont reprochés). Le procureur général brésilien s'étant prononcé pour une extradition, il vient de lancer un appel à l'aide pour que chacun intervienne personnellement auprès du président Lula.

On pouvait penser que, une fois élu, Sarkozy, tout émoustillé par les gadgets du pouvoir et autres divertissements, laisserait doucement s'éteindre en France l'affaire des extraditables italiens.

Il a suffi que le nauséabond Il Cavaliere revienne au pouvoir en Italie et que le président français reprenne ses magouilles avec lui (quels échanges se trament sous le couvert du projet d'union méditerranéenne? quel marché nucléaire?) pour que l'hallali reprenne contre les ex-brigadistes italiens.

Aujourd'hui, Marina Petrella, 53 ans, vient de se voir notifier son extradition (le décret a été signé par Fillon le 9 juin) alors qu'elle est réfugiée en France depuis plus de vingt-cinq ans et travaille comme assistante sociale. Elle est en prison depuis août dernier et, dit son avocat, « dans un état psychique profondément dégradé ».

Une fois de plus, Sarkozy rime avec ignominie.

Jusqu'à quand allons accepter les coups fourrés de ce petit bonhomme répugnant qui s' imagine qu'il peut longtemps, impunément,

renier une promesse formelle, reprendre la parole donnée, s'asseoir sur le droit?

Comment ne pas éprouver dégoût et honte envers ce malade du pouvoir qui a hypnotisé un peuple qui, dans le passé, s'est tant battu pour les grandes valeurs humaines, pour la dignité, pour la droiture, pour la liberté, et qui se voit imposer comme idéal social le fric, le travail, la soumission.

L'entreprise de décervelage aurait-elle réussi?

Ce qui est grave, c'est la résignation avec laquelle on supporte les frasques de cet agité médiatique, de ce roquet arrogant. L'apathie devant ses attaques incessantes contre le droit, contre la justice, contre l'enseignement, contre la presse, contre la culture, contre le théâtre, contre les services publics...

Consentir à la livraison de Marina Petrella à Berlusconi (et, après elle, combien d'autres sont encore sur la liste que réclame Rome?), c'est renoncer encore un peu plus. Derrière ce monstrueux marchandage et le drame humain qu'il représente, on voit l'engrenage de « l' inexplicable cauchemar » dont parlait Battisti. Derrière ce scandale se profilent tous les coups bas qui se préparent contre nos vies.

Fermer les yeux serait renforcer la démission commune et la démission de chaque individu devant l'entreprise de démolition sociale du sarkozysme. Qui représente à mes yeux tout ce qu'il y a de bas, de vulgaire, d'abject.

Il est temps d'entrer en résistance.

Jacques Vallet



Faisons un rêve...

Unité syndicale



RÉVONS UN PEU, les manifestations du 17 juin auront-elles été un succès syndical? À l'heure où nous écrivons ces lignes, on peut en douter. Ce n'est pas le sondage publié la semaine dernière dans *Libération* qui remontera le moral des troupes*. Là où un front uni pourrait redorer le blason syndical, mettre de la pêche aux revendications, ça baisse les bras dans les directions syndicales. Que ce soit dans l'Éducation ou au niveau des retraites, on ne voit rien venir, ni luttes ni unité.

Le mouvement de fond «annoncé» pour le 10 juin ayant fait plouf, on n'espère pas grand-chose de la «riposte» du 17.

Pourtant, la dernière attaque sur la durée du travail est d'envergure. Si on a tout compris, l'Union européenne (c'est-à-dire les vingt-sept ministres de l'Emploi) a adopté une résolution accord qui prévoit «la possibilité de déroger aux 48 heures par voie d'accord de gré à gré entre le salarié et l'employeur». Ça pourrait aller à 60 heures et plus...

Que faire face à ce coup bas au Code du travail, quand le jogger de L'Élysée va présider aux instances européennes?

La CES (Confédération européenne des syndicats) a beau qualifier cet accord de «très insatisfaisant et inacceptable», ne protégeant pas «les travailleurs contre les dangers induits pour de longues heures de travail», la réponse, pays par pays, se démontrera

par la mobilisation sur le pavé. Et dans notre bel Hexagone, c'est mal barré!

Le «frère 3 points», Xavier Bertrand, ministre du Travail, peut, les doigts dans le nez, claironner que «l'heure est clairement à la relance de l'Europe sociale» et même renchérir: «Le gouvernement veut aller plus loin que les partenaires sociaux pour simplifier légalement les choses sur le temps de travail.»

La réponse du 17 juin, sans oublier les autres dates, saura-t-elle combler la brèche? Sans être pessimiste, on peut douter de la force de la riposte. Pourtant si, à la base, salariées et salariés de la Fonction publique et du privé unissaient leurs luttes, ça aurait une autre gueule et de la force. L'interprofessionnel au jour le jour et dans la continuité mène à l'anarcho-syndicalisme. Mais directions syndicales et états-majors marxistes en veulent-ils? Voilà le problème!

Jean-Pierre Germain

*. «À quel syndicat faites-vous le plus confiance pour défendre les droits des salariés?» À cette question, 26,4 % répondent «la CGT». Force Ouvrière suit avec 13,9 %, la CFTD avec 13,1. En fin de liste; la CGC (2,6 %), la CFTC (2,3 %) et l'UNSA (2 %). A-t-on mentionné SUD ou la CNT? Sûr que la présence médiatique de la centrale de Montreuil a pesé sur les réponses.

Quand l'autruche éternue...

L'incident

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTENDS-JE? Y'a du rififi chez les stal' ils ne savent plus quoi faire de l'antédiluvien PCF. Le plonger dans la soude, le cyanurer discrètement? le congrès en décidera, mais déjà un anonyme glisse: « Si rien ne change, le meilleur successeur de Marie-George sera Marie-George. » Ce qui, admettons-le, est une autre forme de suicide.

Au gouvernement, c'est haro sur le temps de travail, l'été approche et avec lui le temps des lois et des décrets publiés en catimini, méfiance. Mais grâce au ministre Bertrand, on sait à quelle sauce les petits cochons seront mangés: « Il faut sortir des 35 heures. Comment? Par la négociation. Où? Dans les entreprises. » Bien sûr. C'est la fable éternelle du renard négociant avec les poules. Et le fermier Sarko de pérorer sans fard devant son homologue et néanmoins modèle George Bush lequel, très naturellement, après avoir rencontré Benoît 1664 et la Berlu en Italie, s'en est venu le visiter. « Les relations entre les États-Unis et l'Europe n'ont jamais été aussi larges et dynamiques », en a conclu Junior. Un hic, cependant: à l'heure où Bush débarquait, la nouvelle tombait du non irlandais, réduisant à néant la faconde sarkozyenne consistant à tenter de faire croire qu'avec le traité de Lisbonne, Sarkoléon avait « sauvé l'Europe ». De nada, petit bonhomme. Tout est à refaire. Aussitôt Barroso, de la commission européenne, déclarait que cette dernière allait « respecter le vote des Irlandais ». Merci, c'est gentil! Mais, dès le lendemain, Sarkozy précisait que « l'incident du non irlandais ne doit pas se transformer en crise ». Ce type, qui prendra le 1^{er} juillet, et pour six longs mois, la présidence de l'Union, s'assoit donc d'emblée sur ses règles de fonctionnement. Qui s'en étonnera? On les fera voter, les Irlandais, et le canon sur la tempe encore!

Et le foot, me direz-vous? C'est vrai que le *Monde libertaire* se fait trop peu l'écho du monde merveilleux du football, monde de paix et d'amour, aussi, je m'en vais combler cette lacune. Charles Villeneuve, ancien légionnaire et ancien directeur de l'info sur télé Bouygues, a été nommé président du PSG. Bien bien. C'est dans la logique. Sa méthode? « L'instinct, le sens... Je laisse ça aux femmes. Moi, je ne suis pas une gonzesse. » Tout est dit, n'est-ce pas? Eh non, tout n'est pas dit, puisqu'en pleine Berezina l'équipe de France prévient, par la voix de Thierry Henry: « Contre les Italiens, ce sera un match au couteau. » Si ça s'égorge sur la pelouse, je vais peut-être regarder, tiens... Un match à la Kalachnikov, ça serait pas plus rapide?

Restons dans le domaine sportif, en compagnie de Morano, Nadine, élue UMP parisienne, qui a tout compris au web: « Internet, c'est comme une magnifique voiture de course. Si vous n'avez pas le permis et que vous ratez un virage, c'est la mort. » Grand concours de l'été: à gagner, un abonnement à vie au *Monde libertaire*, pour le lecteur ou la lectrice capable d'expliquer cette automobile métaphore.

Frédo Ladrissé

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Arrêtons le massacre



Jean-Pierre Tertrais

C **CE QUI ÉTAIT PRÉVISIBLE SURVIENT.** Le prix de l'énergie et des matières premières flambe, entraînant celui de l'ensemble de la production, et notamment alimentaire. Les conséquences sont immédiates: Grogne au Nord due à l'érosion du pouvoir d'achat, émeutes au Sud où la famine menace. Le monde s'inquiète, la panique s'empare des milieux dirigeants, mais le dialogue de sourds se poursuit. Chacun sait que les mesures d'urgence ne régleront rien: la croissance économique a conduit à dépasser les limites physiques de la planète, et le système capitaliste ira jusqu'au bout de ses contradictions, parce que personne ne veut perdre la face, parce que les « maîtres du monde » sont totalement dépendants d'une dynamique qui les dépasse.

Les prix s'emballent

Le baril de pétrole flirte avec les 140 dollars. Les records sont régulièrement battus à la pompe et à la cuve. Les spéculateurs s'en donnent à cœur joie et la grande distribution en profite pour augmenter ses marges. Les habitudes de consommation se modifient sensiblement: on paye le carburant en deux ou trois fois, avec des chèques post-datés, on limite les déplacements, on utilise les transports en commun, on pratique le covoiturage. Si certains comportements sont plutôt positifs, il reste que les privations et les souffrances vont se généraliser... sans que les

riches ne s'en émeuvent outre mesure. Dans de nombreuses professions, la situation devient insupportable: des factures ne peuvent être réglées, avec des répercussions en cascade. Côté transport aérien, on supprime des vols ou on augmente les tarifs; certains voleraient même avec une jauge de kérosène dans le rouge! On évoque rien moins qu'une possible récession mondiale!

La colère monte

Celle des pêcheurs, des agriculteurs, des routiers, parfois séparés, souvent solidaires. En France, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grande-Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas. Dépôts de carburant et ports bloqués, rayons et chambres froides vidés dans les grandes surfaces, distribution gratuite de certains produits, opérations « escargot », barrages filtrants, voire jets de pavés et vitrines brisées... Le mouvement s'étend à d'autres professions: commerciaux, ambulanciers, infirmiers libéraux, taxis réclament des aides pour pallier la hausse du gasoil. Un représentant de la FDSEA s'est même laissé aller en criant: « Ce qu'il faut, c'est la révolution! On veut une grève totale. »

Des cautères sur une jambe de bois

La panique et la fronde obligent à réagir. Dans le monde de la grande distribution, c'est la guerre des prix: alors que Leclerc réclamait il y a peu de pouvoir vendre les médicaments

non remboursés pour en faire baisser le prix, Carrefour offre de restituer immédiatement à la caisse le montant de la TVA pour soutenir la consommation.

Côté politique, on tente de calmer le jeu. Parce que le secteur de la pêche a été le plus virulent, l'État s'est engagé à adresser un chèque à chaque pêcheur pour compléter son salaire amputé par l'envolée du prix du carburant, une aide « durable ». Il s'agit de traiter des situations individuelles, dossier par dossier, ce qui conduira à la casse de nombreux navires et à la fermeture d'entreprises, voire de ports. Par ailleurs, alors que déjà six centrales d'achat contrôlent 90 % de la distribution, une prochaine loi, contrairement aux effets d'annonces, permettra des implantations plus faciles des grandes surfaces, dont le petit commerce souffrira... sans bénéficier aux consommateurs.

Un tiers monde à la dérive

Dans les hautes sphères du pouvoir, on commence à prendre la mesure de la catastrophe qui s'annonce, on se dit préoccupés par le « nouveau visage de la faim ». On multiplie les réunions, on débloque quelques centaines de millions d'euros... qui ne résoudront rien. Des émeutes de la faim éclatent dans plus de quarante pays. Les réserves mondiales sont en baisse. Des dizaines de millions de personnes supplémentaires sont menacées de famine. Les populations s'adaptent à la montée des prix : on pratique l'entraide, la débrouille, on vit au jour le jour, on supprime le repas de midi... sans que les riches ne s'en émeuvent outre mesure (voir plus haut). Les aliments de base deviennent des produits de luxe. Certains découvrent les conséquences des plans d'ajustement structurels du FMI, de la diminution des aides publiques (dont 80 % repartent au Nord sous diverses formes), du pillage méthodique des multinationales, des subventions qui faussent les échanges, des agrocarburants qui concurrencent la production alimentaire. Exemple de lucidité qui survient juste un peu tard !

Le capitalisme et ses contradictions

Escalade des prix, spéculation, accès au foncier, augmentation de la demande, crise financière, agrocarburants, corruption, ouverture des frontières... les causes s'auto-entretiennent et s'alimentent mutuellement : le capitalisme s'embourbe dans sa propre fange. Le culte de la croissance et les illusions technoscientistes multiplient les crises avant d'engendrer le chaos.

Pendant longtemps, les miettes de la croissance distribuées aux pauvres ont maintenu artificiellement une certaine paix sociale, perpétué une fuite en avant permanente, assuré la survie du système. Aujourd'hui, le franchissement des limites physiques ouvre deux voies. Ou la croissance est maintenue au prix d'un désastre écologique irréversible. Ou les conditions socio-économiques et politiques ne per-

mettent plus de l'assurer, et le système capitaliste entre en récession. Parce qu'il n'est pas régulable, c'est bien ce système lui-même qui a cassé la dynamique pouvoir d'achat-consommation-croissance.

S'il fallait une preuve supplémentaire de l'impuissance de ce système à se transformer, elle est fournie par le fiasco, prévisible, que constitue le récent sommet sur l'alimentation qui se tenait à Rome à l'invitation de la FAO, et qui réunissait 193 pays. Parmi quelques chicanes, querelles et empoignades, chaque gouvernement, chaque État en situation favorable s'est arc-bouté sur la défense de ses propres intérêts (subventions, agrocarburants...). Il n'était pas question de bousculer les dogmes « libéraux », parce que la moindre mesure d'importance provoquerait l'écroulement de tout l'édifice.

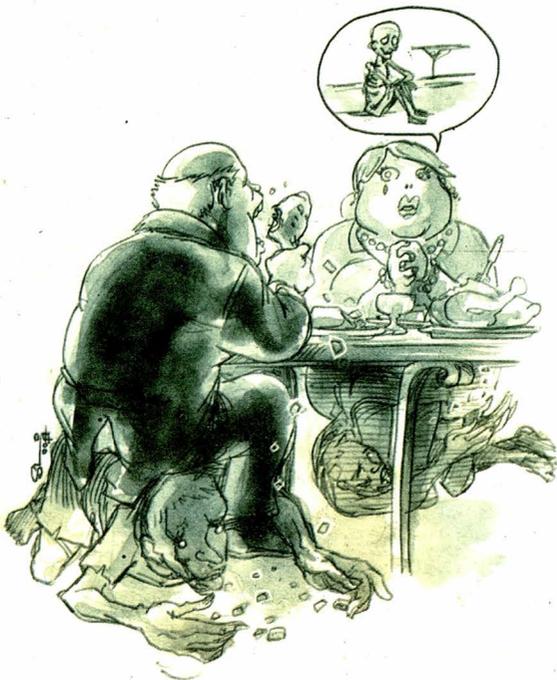
Non seulement l'Union européenne, pour ne citer qu'elle, ne s'engage pas à fournir un effort significatif pour combattre la faim dans les pays du Sud mais, en créant en 2004 une agence des frontières européennes extérieures avec avions, hélicoptères, patrouilles navales pour traquer les sans-papiers, elle a clairement choisi, par l'intermédiaire de ses dirigeants, de fouler les droits humains fondamentaux de ceux qui fuient une misère organisée par le colonialisme et ses prolongements.

Que faire ?

Il n'est pas difficile d'identifier le futur proche. Les prix vont poursuivre leur ascension inexorable, la colère va s'intensifier... et les gouvernements ne vont pas pouvoir longtemps distribuer l'argent public. Les palliatifs ont fait long feu. Attendre que le pouvoir politique « fasse son travail » et « trouve des réponses », comme le pensent beaucoup de manifestants contre la vie chère, serait suicidaire. Il n'y a aucune solution à l'intérieur du système ! La grave crise multiforme que nous traversons aujourd'hui doit fournir l'occasion d'une vaste réflexion sur le type de société que l'on souhaite mettre en place, notamment sur le sens du travail, la finalité de la production, la gestion collective des ressources. Il devient lassant de répéter la nécessité d'une rupture quand l'auditoire n'a pas envie d'entendre.

Les ressources abondantes de la nature, le développement constant des sciences et des techniques auraient dû permettre l'émergence d'une société harmonieuse. La cupidité, le cynisme, l'aveuglement, la lâcheté ou la résignation risquent, au contraire, de détruire tout espoir d'émancipation de l'homme. Alors qu'au XXI^e siècle, l'ambition de l'humanité aurait dû être l'accès de tous à la culture, l'épanouissement de chacun par le biais d'activités créatrices, l'obsession majeure risque de se limiter à assurer la ration alimentaire quotidienne du plus grand nombre... sans aucune certitude d'y parvenir. Terrible dérision, lamentable gâchis qui fait de l'espèce humaine la plus nuisible que la Terre ait jamais portée !

J.-P. T.



Le cynisme et l'espoir

Le Monde libertaire, emporté par le mouvement nostalgique général, est allé faire un petit tour des popotes des anciens de 68 et est allé chatouiller les souvenirs d'Hélène Swartz Hazera, du FHAR à l'après-Mai. Sous les pavés, la boue et la lumière...

Le

Le Monde libertaire: Hélène, 1968, remember!

Hélène Swartz: La sortie d'un lycée cossu de Paris. Quatre mois, trois mois avant « les événements ». J'ai 16 ans, à l'époque c'est encore très jeune, pas tout à fait une jeune fille rangée, mais presque. Une fille bien plus grande (dix-huit, di-neuf?) discute avec les « petits ». Elle devait être trotskiste. Naïve, je lui demande: « Vous croyez vraiment possible une révolution en France? » Elle est déterminée, presque riieuse; peut-être vit-elle l'effervescence des facultés: « Tu vas voir! » Quelques mois après, quand tout se déclenche, je pense à sa prédiction.

ML: Quel souvenir t'en reste-t-il?

HS: Le souvenir que je veux garder de 68, c'est que la société que nous subissons n'est pas éternelle. Ah, elle était belle, la France gaullienne, ses affairistes et ses affaires, ses partouzes et ses barbouzes, ses bombinettes, les ballets de M^{me} Ludmilla Tchérina et les discours de Malraux, les billets radiophoniques de Jean Nocher, les matraqueurs, les urbanistes. Ah, la France gaullienne, sa télé « de qualité », ses listes de proscriptions, son show-biz, ses bonnes mœurs, les dévotions de Tante Yvonne interdisant *La Religieuse* et les chantages de la mondaine, ses rosières, ses avorteuses, ses bidonvilles, ses paquebots géants, etc. Cette belle construction si policée, en quinze jours, s'est écroulée. Il fallait les voir, quand bon papa de Gaulle se débinait à Baden Baden pour aller chercher du renfort, prêt au besoin à revenir avec l'armée et tirer dans le tas (il y eut des mouvements de troupes). La fuite des capitaux, comme une diarrhée aurifère. Ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent, faire leurs moues, ce souvenir

joyeux pour moi, je sais qu'il restera toujours comme un cauchemar pour eux, et que comme moi ils savent que, d'un jour à l'autre, leur bel ordre peut s'écrouler, que le vent peut se lever, et balayer leurs bulles d'illusion et de conformisme, les dénuder de tout ce qu'ils possèdent.

ML: L'après 68?

HS: La vie vous dévêt de vos illusions. Cinq ans à peine après l'orage salubre, dont la décevante fin me mène à l'asile (« société tout est rétabli »), ayant entamé une transition trans, changement de genre, de prénom d'usage, hormonothérapie, je me confronte à la cruauté du conformisme social. Un passage au tri postal dans un service masculin à 100 % où les hommes ne cessent de me dire « Si j'étais comme toi je ferai le tapin », l'exclusion d'une école de cinéma. Je commence à faire des passes. Une amie m'emmène chez un client « sympa ». C'est vrai, la paie est convenable, et il n'est pas trop exigeant. Ce que je remarque et me noue la gorge au moment de le sucer, c'est qu'au-dessus de son lit il y a une affiche des Beaux-Arts de 68.

ML: Et alors?

HS: Le culte de 68, merde! Il faut le dire et le répéter: les gauchistes, les léninistes, les trots, les maos, c'était l'enfer. Entre Mao et ses cent millions de morts et de Gaulle, le général était moins sanguinaire. Comment un Daniel Guérin (que je respecte) a-t-il pu comparer Makhno avec le bourreau du peuple chinois (et d'autres peuples, tibétains, ouïghours etc.)? Comment se souvenir de la galaxie maoïste – une galaxie qui allait du Vatican à l'extrême gauche – sans dégoût. Comment des gens ont-ils pu être à ce point aveugles pendant qu'on massacrait à tout va en Chine?

Propos d'Hélène Swartz (Hazéra)

recueillis par Patrick Schindler

DDD



Comment un Sollers, une Kristéva, un Glucksman peuvent-ils s'excuser d'un « on savait pas » déjà entendu ailleurs pour continuer à tenir le crachoir aujourd'hui? Il est significatif que le souvenir de ce nazisme oriental inspire des regrets aux ministres sarkoziens qui en sont encore à appeler « une révolution culturelle en France ». (cf. la revue *Le Monde Chinois* n° 11). Comment Cohn Bendit a-t-il pu célébrer les « communes » chinoises, comment les anars du 22-Mars ont-ils pu pactiser avec les minables de *La Cause du peuple* et autres Gauche prolétarienne: le casage de gueule élevé au rang de pratique régulière, les théories ineptes « le un qui se divise en deux », « la juste résolution des contradictions au sein du peuple », les apostrophes rituelles « de gauche en apparence mais de droite en vérité », les tribunaux populaires, l'apologie de la force brutale: « Le pouvoir est au bout du fusil ». Le machisme et le puritanisme borné. Le mépris des non virils. Qui n'a pas compris la « révolution culturelle » et son engouement en Occident ne peut pas comprendre l'islamisme aujourd'hui, ne peut pas comprendre pourquoi une certaine extrême gauche fait aujourd'hui les doux yeux à ceux qui voudraient éradiquer les chatolements de la culture arabo-musulmane sous un foulard uniforme, comme les gardes rouges s'attaquaient à la culture chinoise millénaire.

ML: « Tu penses à qui en particulier? »

HS: Un Foucault, par exemple, qui n'a jamais autant milité pour la liberté des homos que depuis qu'il est mort, s'est au moins trompé deux fois: une fois maophile (n'est-ce pas Daniel Defert?), une fois khomeyniste, refusant de répondre au couple Broyelle qui l'apostrophait sur son voyage à Téhéran (« Je ne polémique pas »). Je ne crois pas au péché originel mais je garde une méfiance pour les anciens maos: des drogués du pouvoir. Le parcours de honte de certains de leurs hiérarques ne m'étonne pas. Un souvenir parmi d'autres, des années *July* à *Libération*, quand j'y étais pigiste. La hiérarchie s'organisait des petits raouts mensuels entre chefs, en invitant quelques sous-chefs et même quelques jeunes lèche-cul prometteurs. En passant devant la salle de réunion, on avait un aperçu des dégâts, une vision digne des caricatures 1900 de *l'Assiette au beurre*. Ces messieurs à la corpulence de député de la Belle Époque, plastronnant. Le petit fretin arriviste qui s'agitait autour. Détail piquant: la femme qui les servait au buffet était affublée du tablier et de la coiffe des soubrettes. Les féministes professionnelles du journal, présentes, ne sourcillaient pas.

ML: On imagine très bien la scène!

HS: Leur ignominie ne leur suffisait pas, il leur fallait en sus le spectacle de l'humiliation d'une femme! Et ces gens-là, quinze ans avant, avaient souillé le mot de révolution dans leur bouche promise à la trahison! Ils étaient devenus la caricature de ce qu'ils critiquaient

naguère, sans doute se délectaient-ils de leur abjection. Je dois dire qu'après avoir observé ce processus de dévoiement des chefaillons, j'ai de la méfiance à l'égard de certains « critiques »: veulent-ils vraiment d'une société égalitaire, ou veulent-ils juste se servir du levier des frustrations pour arriver au pouvoir et se hisser maîtres à la place des maîtres?

ML: Quels enseignements?

HS: Depuis 68, on a appris à faire le tri. On les connaît maintenant, les dingos du pouvoir. Eh oui, ceux qui l'ont aujourd'hui, généralement, c'est ceux qui le voulaient, ceux qui étaient prêts à tout pour l'avoir. Les autres ont été éliminés de par leurs réserves, ou n'ont pas survécu aux purges régulières du système, qui n'épargne personne. Le culte de 68, merde. La politocallierie a tout tué, et l'arrivisme, même la créativité des situationnistes. Aujourd'hui, une certaine intelligentsia statue Guy Debord, car ce culte lui permet de mépriser tout le monde et ainsi de ne pas s'embarrasser de scrupules envers autrui; nos post-situs refusent de voir en Debord les aspirations réelles du révolutionnaire, de l'homme qui se réclamait du peuple. Peut-on égratigner son marbre? Les situationnistes ont-ils vraiment gagné à cracher sur la culture pour entrer en politique politicienne? C'est très bien de dégommer Marguerite Duras, mais les petits contes à la Lucie Delarue-Mardrus de M^{me} Debord valent-ils mieux?

ML: Déçue des situs?

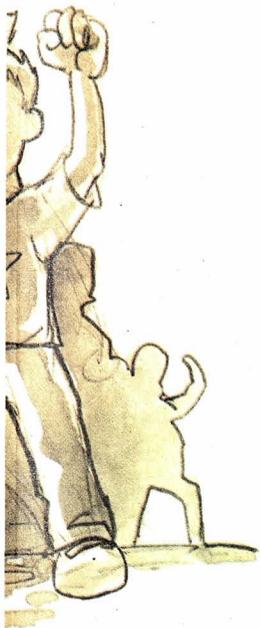
HS: Qu'ont-ils gagné, les situs, à se revendiquer « avant-garde du prolétariat en arme » et autres fadaïses? Comment Debord a-t-il pu tolérer que dans la dernière livraison de sa revue *l'IS*, un blanc-bec se décrive intervenant « le revolver à la main » dans les conseils ouvriers pour en chasser les ennemis du peuple? Non, l'inversion de la vie ce n'est pas la culture, l'inversion de la vie c'est la politique. Était-ce si héroïque de coiffer d'une poubelle Paul Ricoeur, coupable, comme à Pékin, d'être doyen d'une université: peut-on critiquer les gardes rouges et se conduire comme eux? Le jeune disciple se présente au gourou, le gourou l'adopte. Le jeune disciple va s'offrir à lui, va lui offrir sa femme. Un peu plus tard le gourou l'émascule et le renvoie pleurer dans le désert. La publication (tronquée) de la correspondance de Debord devrait dessiller les yeux des derniers dévots: sans parler des petits spadassins que Debord menace d'envoyer à ses ennemis, comme Maurras ses camelots, il y a le dessèchement de sa rhétorique théoricienne: « J'ai raison parce que vous avez tort. » Si Baudelaire réclamait qu'aux droits de l'Homme on rajoute le droit de se contredire, Debord, en apparence, aura peu usé de cette liberté.

ML: Le Fhar et les situs?

HS: Devant l'irruption du mouvement des femmes, et des homos éro-libertaires du Fhar, Debord aura eu le nez plus creux que

68...





PRÈS 68...

ÇA ALORS :
TU AS CHANGÉ !

TOI
AUSSI.



15

Vaneighem. Notre ami belge ironisait sur les « fronts de libération des koalas », Debord – à l'époque son « internationale » ne comptait aucune femme – et son rapport à l'homosexualité se limitant au plaisir d'avoir deux femmes dans son lit, saluait les combats particuliers parallèles aux combats universels. Personnellement, quand les revendications minoritaires du Fhar (Front homosexuel d'action révolutionnaire) ont perdu le « r » de « révolutionnaire », j'étais moins intéressée, même si un petit acquis c'est toujours ça.

ML: Qu'est-ce qui a changé d'hier à aujourd'hui ?

HS: Ce qui est passionnant c'est d'observer que beaucoup de combats jadis ultra minoritaires, calculables aujourd'hui en part de marché, sont partis de la mouvance révolutionnaire. En 1900 qui, à part un Zo d'Axa – anarchiste hétérosexuel bon teint – rompt des lances dans *L'En-dehors* pour les homos? Qui, sinon Fourier l'Utopiste s'enchantant des « spartiates » de l'Harmonie future? Emma Goldman raconte dans ses mémoires qu'après ses conférences sur la contraception – elle fit de la prison pour ça, c'était interdit à l'époque – des homos venaient se confier à elle. Qui les écoutait à l'époque? Les bourgeois des « gays studies » négligent la part qu'eut l'anarchisme de Daniel Guérin pour l'émancipation des homos. C'est la vieille histoire. Nous avons été aux origines de leur libération. Et aujourd'hui les homos bourgeois, réactionnaires ou sociaux-démocrates (la gauche française s'inspire tellement de la nouvelle droite américaine qu'on a du mal à faire la différence) qui sans notre action n'auraient jamais osé lever la tête, nous toisent avec une feinte commisération: « Vous souhaitez une révolution mondiale quand devant nous s'offrent de savoureux buffets? » Même si certains anars pensent que la cause des trans pour laquelle je me bats est bien éloignée de la question sociale, ils doivent savoir que c'est dans la presse libertaire qu'on a écrit pour la première fois en France que changer de genre, changer de sexe, ce n'était pas une maladie, mais une liberté. Du particulier, revenons à l'universel. En même temps avec la crise du sida, les homos bourgeois qui pensaient être totalement intégrés ont compris que le système les laissait mourir. Leur colère a été salubre.

ML: Qu'a apporté Mai 68 sur la question sociale?

HS: Pas grand-chose, sinon une perte générale du respect de l'autorité. Même l'échelle mobile des salaires, 68, après la première grève générale sauvage de l'histoire, ne l'a pas décrochée. Il y a toujours aussi peu de fils de pauvres dans les universités, le moteur de l'ascenseur social reste le piston, la brigade, la flagornerie. Le grand acquis de Mai 68, c'est la libération des mœurs. Mais il y a pire: la traite des travailleurs étrangers promue par la

France gaullienne pour faire tourner ses usines des Trente Glorieuses, a débouché sur une société type Afrique du Sud où les classes sociales correspondent aux origines ethniques. Le progrès s'est fait sur les mœurs, ce n'est pas assez. Le merchandising 68 on s'en fout. Chaque révolution se fait contre les artisans de la révolution précédente.

ML: Quel héritage de Mai 68?

HS: On l'a vu dans le dernier mouvement étudiant, quand les porte-parole élus en assemblée générale étaient révoqués le lendemain, la fin du vedettariat des luttes, du fricotage des vedettes de la contestation avec les médias. Qui étudiera les troublantes ressemblances entre la nouvelle classe médiatique et l'ex-bureaucratie soviétique? Cette même façon de vivre dans une bulle hors du réel, ces mêmes superstitions, où le culte de Staline-Mao, où l'on évalue les individus en fonction de leur « origine de classe », a été remplacé par la « notoriété » posée comme valeur absolue: « Connus, pas connus? » Un jeune héros de télé-réalité est plus médiatique qu'Einstein car plus « connu ».

ML: L'espoir?

HS: De mon poste de petite fonctionnaire de la culture, je dois cependant observer que nos rêves d'internationalisme se concrétisent. Au-delà du broquet insipide de la « world music », en profondeur c'est encourageant: un grand musicien arabe comme Nassir Shemma maîtrise Bach, des musiciens contemporains occidentaux étudient les maqams arabes, le gagaku japonais ou les chœurs russes les chants pygmées. La culture ne peut plus se décliner dans une seule langue, une seule matrice. Cette compréhension accrue des humains entre eux, c'est un élément capital pour une de nos revendications, l'unification de l'humanité, la fin des nationalismes et de leurs drapeaux en loques. Comme l'Opéra a fait l'unification de l'Europe, ces échanges interculturels avancent l'unification du monde. Tout le monde le sait depuis Hiroshima, aujourd'hui il ne s'agit plus de se déchirer pour savoir quelle est la meilleure recette du bonheur de l'humanité. Il faut accepter que certaines de ces recettes aient abouti à des sociétés totalement mortifères, totalitaires. Il faut observer que le capitalisme et sa bourgeoisie ont la peau sacrément rude, comme cette Église catholique qui se survit depuis deux millénaires.

ML: Alors, la lutte finale?

HS: Aujourd'hui – c'est un lieu commun – il ne s'agit plus de se battre pour savoir qui a la meilleure clé du bonheur, ni quel credo offrira la meilleure justice sociale. Il s'agit de la survie de l'espèce, menacée tant par les recherches militaires (nucléaire, virus, etc.) que par les retombées méphitiques du pillage capitaliste: si les peuples restent divisés, la pollution est mondiale. Notre désespoir voit plus loin que leur cynisme.

P. S.

La balade au Liban



LE 7 JUIN 2008, le président de la République s'est rendu au Liban. Quelle nouvelle! Il n'y a pas de quoi en faire un fromage. Ce qui est intéressant, à mon point de vue, c'est la liste de ceux qui l'ont accompagné. Sa mère était absente semble-t-il, pas intéressée, c'est-y moins loin que la Chine ou au bout de ses chèques voyages, peu importe. Quand « notre » président se déplace, il emmène toujours dans ses bagages une série de journalistes, des proches et quelques hommes politiques. C'est sa cour du moment.

L'opposition fait sa cour

Donc pour l'entourer, pour montrer au Liban que la France, c'est-à-dire lui, attachait une importance particulière à ce pays, il a rassemblé autour de lui une délégation spectaculaire. Il y avait son collaborateur préféré, F. Fillon, son french doctor B. Kouchner, le militaire de service H. Morin et le chef de sa bande P. Devedjian. Tout cela que de très normal. Là où cela devient rigolo c'est la présence des responsables de l'opposition parlementaire. Hollande, eBaylet, Bayrou, Buffet et Dufflot. Tous ces messieurs-dames se sont empressés de répondre présent à cette convocation. Sauf Cécile Dufflot qui a été oubliée. Le ou la responsable com de l'Élysée avait oublié (comme moi) que les Verts avaient une secrétaire nationale. Cette dernière, vexée d'avoir été oubliée, avait jugé cet oubli « étrange et très mal venu ». Le vicomte de Vendée qui avait été lui aussi oublié avait aussi protesté et donc avait été invité derechef, mais il n'avait pas eu le temps de rejoindre cette joyeuse troupe trop occupé qu'il était par les affaires de son grand parti. Tout ce beau monde a donc participé à cette petite excursion, même si elle pouvait

paraître incongrue. La France a longtemps regardé le Royaume-Uni avec une certaine commisération au vu de la présence en son Parlement d'une « opposition de Sa Majesté ». Eh bien, maintenant notre pays en a une dont les membres, animés d'un grand sens de l'État, sont prêts à accourir au premier coup de sifflet de leur maître. La justification après coup de la participation de C. Dufflot est un modèle du genre. Pour elle, ce voyage lui a permis de signer un communiqué joint avec le Parti libanais de l'environnement... Merci, monsieur le Président! Elle ajoute que ce « déplacement avait pour but de soutenir le pays plus moralement même que politiquement » et que l'on peut « considérer comme une initiative sincère ». On croit rêver. On pourrait espérer que cela serve à ce pays, on peut en douter.

Pays du Cèdre, pays des milices

Ce pays est en guerre civile depuis plusieurs décennies. Cela a débuté en 1975. La présence d'immenses camps de réfugiés palestiniens déséquilibre ce pays aux dix-huit confessions qui fonctionnent sur un consensus accepté par tous, à chacun une partie du pouvoir.

Ces camps qui bénéficient d'une sorte d'extra-territorialité sont aussi l'endroit d'où sont lancées les attaques contre Israël, pays voisin. L'opération qui mettra fin à cette situation sera conduite par Israël avec la complicité de groupes phalangistes libanais, ce sera le massacre de Sabra et Chatila. L'année 1984 voit la naissance d'un petit groupe de Chiites libanais qui prend le nom de Hezbollah. Le conflit entre les différentes communautés se durcit et ne prend fin qu'en 1989 par la mise en place d'un protectorat syrien qui impose

une forme de paix entre les différents camps en présence.

Le Hezbollah se renforce alors avec la bénédiction des Syriens comme des Iraniens et mène une guerre de harcèlement contre Israël. Riposte de ce dernier et c'est l'occupation du sud du Liban en avril 1996. Quatre ans plus tard, l'évacuation du territoire occupé par l'armée israélienne marque une victoire pour le Parti de Dieu qui continue son harcèlement sur la frontière. Toutes ses actions militaires se font avec l'accord tacite de la Syrie qui apparaît de plus en plus comme le véritable maître du jeu. Elle a tout intérêt à maintenir un abcès de fixation à cet endroit-là. Cela lui permet d'apparaître en situation de force dans d'éventuelles négociations sur le retour dans son giron du plateau du Golan. La réaction violente des Israéliens en juillet 2006 qui aboutit à un échec militaire ne change rien à la répartition des forces au Liban. La tentative désespérée des communautés chrétiennes druzes et sunnites de se débarrasser de la tutelle syrienne vient d'aboutir à l'élection d'un chef d'État, le général commandant l'armée libanaise, qui vient de démontrer dans le dernier conflit interne sa capacité à ne pas prendre parti.

C'est dans ce contexte que Sarkozy et sa bande se sont rendus au Liban, pays où la religion tient le haut du pavé, où l'homme fort reste le dictateur syrien, où le groupe le plus puissant est celui qui ressemble le plus aux intégristes iraniens. Mais silence là-dessus, il ne faut fâcher personne. Pour faire plaisir à son homologue syrien, Tsarkozy vient même de l'inviter à participer au défilé du 14 juillet.

Il reste bien des bastilles à prendre! P.S.

Bolivie

Racisme

et violation des droits de l'Homme

SELON L'USAGE EN BOLIVIE, samedi 24 mai, la ville de Sucre s'apprêtait à commémorer le premier soulèvement contre l'Espagne coloniale – festivité civique à laquelle participe l'ensemble de la population. Ce qui aurait dû être une fête réunissant les citoyens afin de célébrer les luttes pour l'Indépendance s'est transformé en une journée de furie raciste. La violence qui s'est déchaînée à Sucre contre les paysans indiens n'a nullement ravivé la mémoire des batailles héroïques: ce sont plutôt les heures les plus sombres de l'époque coloniale qui ont paru d'actualité.

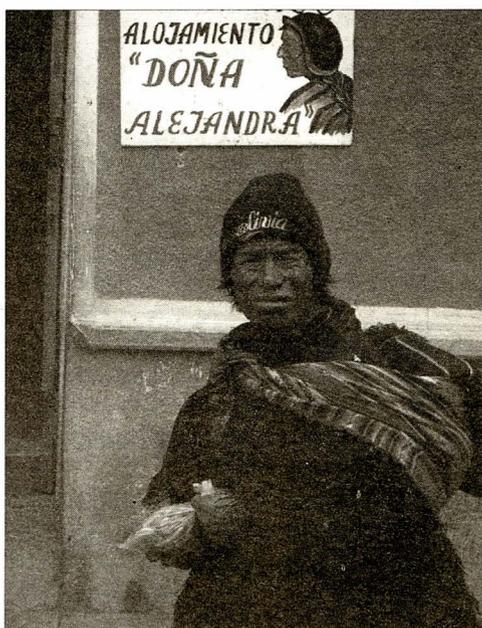
Les faits

Pour la célébration du « Cri libérateur », le président de la République de Bolivie, Evo Morales, devait venir à Sucre remettre aux délégations paysannes, réunies dans le stade Patria, des fonds destinés à financer des projets de développement ainsi que l'achat d'ambulances. La nuit précédente, des groupes organisés, notamment étudiants, armés de pétards et de dynamite, occupèrent le quartier du stade, décidés à empêcher l'événement. À l'origine de cette initiative se trouve le « Comité Interinstitutionnel » qui prétend tracer l'avenir politique de la cité – sans jouir de la moindre représentativité populaire ni de la moindre autorité départementale. Ce comité est animé par le recteur de l'université San Francisco Javier de Chuquisaca, par diverses personnalités universitaires ou de la mairie, par un groupement dénommé « Comité Civico », et par la Fédération patronale du département. Tout cela en étroite collaboration avec les leaders de l'opposition du département de Santa Cruz.

En raison du climat de violence instauré depuis la veille, le rendez-vous prévu avec Evo Morales est annulé.

Quand se présentent les paysans venus des campagnes alentour, accompagnés de leurs représentants traditionnels – tel le maire de Mojocoya –, ces membres des communautés indiennes, hommes, femmes et enfants, sont attendus aux entrées de la ville et s'y trouvent

bloqués. On leur jette des pierres, on les frappe, et même les femmes et les enfants qui gisent à terre sont roués de coups de pied. Autour de Sucre, et dans divers quartiers, des événements d'une extrême violence se produisent: des indigènes sont insultés, poursuivis, volés et contraints de se réfugier dans des maisons qui sont ensuite saccagées.



Cinquante-cinq paysans sont pris en otage et obligés à se mettre torse nu et à marcher mains attachées. Parvenus sur la place principale de Sucre, on les humilie sans que le public proteste, on leur ordonne de faire le tour de la place. Devant le siège des autorités (la Casa de la Libertad), on les force à se mettre à genoux, à embrasser le sol tandis que sont brûlés leurs drapeaux, leurs insignes et leurs vêtements traditionnels. Des groupes de jeunes isolés prennent en otages d'autres paysans, les enferment, les maltraitent, les frappent en leur imposant d'absorber des excréments de poulets.

On dénombre plus de cinquante blessés; la presque totalité sont des paysans indigènes

dont plusieurs sont dans un état grave. Des médecins de l'hôpital Santa Barbara et de l'hôpital universitaire ont refusé de prodiguer des soins à certains d'entre eux.

Ces événements inacceptables, reconstitués à partir de nombreux témoignages de paysans, de témoins oculaires et d'articles de la presse locale (*El Correo del Sur* du 25 mai 2008), pourraient être interprétés comme la conséquence du climat d'affrontement politique que connaît actuellement la Bolivie. En fait, ils trouvent leur origine dans le resurgissement d'un profond racisme anti-indigène comme le montrent des appels « à tuer les Indiens », « à empêcher qu'ils entrent dans la ville », « à les traiter comme des animaux ». Ces incitations visent à persécuter, dévaloriser et exclure des citoyens boliviens, non seulement à cause de leur extrême pauvreté, mais aussi de leurs origines ethniques.

Refuser l'inacceptable

Nous appelons donc l'opinion internationale à la plus grande vigilance. Et à empêcher que le climat politique ne débouche sur un racisme institutionnalisé, largement accepté par l'opinion publique bolivienne, dans les rues de Sucre et d'ailleurs.

Nous demandons instamment aux autorités de Sucre de ne pas considérer les paysans indiens comme des citoyens de seconde catégorie: ils ont le droit d'exprimer leurs opinions politiques dans tout espace public, et d'appuyer, s'ils le souhaitent, un président de la République démocratiquement élu. Le rôle des autorités est précisément de faire respecter ce droit inaliénable.

Rosalía Martínez, ethnomusicologue, université Paris 8, CNRS, France.

Tristan Platt, anthropologue et historien, professeur à l'université St Andrews, Écosse.

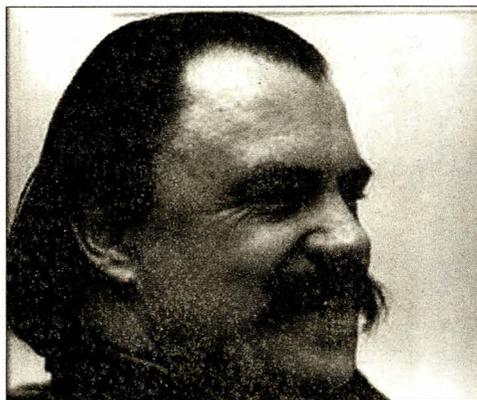
Gilles Rivière, anthropologue, CERMA-EHESS, Paris, spécialiste des cultures andines et de la Bolivie.

Source: *El Correo* de Sucre, 25 mai 2008.

Des anarchistes en Belle Province

Le poing transfirlouché en sceptre assassine (enfin!) les procules de la bave jésuite.

Claude Gauvreau*



IL SUFFIT DE PARTICIPER au Salon du livre libertaire organisé à Montréal, au Québec, et d'en constater l'importante fréquentation pour se poser la question de l'origine des anars dans la Belle Province. Interrogé lors de sa présence au stand de la Nefac, la Northeastern Federation of Anarchist-Communists, organisatrice du Salon, Mathieu Houle-Courcelles nous a dit qu'il avait entrepris ce travail de recherche d'abord pour répondre à son propre questionnement.

Le résultat est fascinant et inattendu. Ceux qui vont apporter l'anarchisme à Montréal sont des ouvrières et des ouvriers du textile. Dans ce pays d'immigration, les révoltes ouvrières ont été fréquentes au XIX^e siècle. En 1843, 1 000 des 2 500 travailleurs d'origine irlandaise en grève à Beauharnais, armés de fusils et de haches, s'en prennent à leurs patrons et saccagent des magasins.

Trente années plus tard, des déportés (entre 1 000 et 3 000) de la Commune de Paris arrivent au Québec. Au départ, le plan élaboré par le gouvernement français et son homologue canadien en prévoyait 35 000, mais le Conseil général de l'Internationale, consulté, refusa de donner son accord, ne voulant pas se rendre complice d'une telle déportation. Ce serait faire de l'histoire-fiction que d'imaginer ce qu'aurait pu donner une telle déportation dans ce pays aux mains de l'Église catholique...

Après une certaine influence des Chevaliers du travail, puis des militants des IWW, c'est l'arrivée de milliers de travailleurs juifs dans l'industrie du textile à la fin du XIX^e siècle qui va relancer l'idée anarchiste. Celui qui, selon ce livre, rassemble autour de lui une foule de militants s'appelle Hirsh Hershman. Avec quelques amis, il crée une bibliothèque anarchiste; puis un cercle de discussion est fondé. Il est ouvert à plusieurs ten-

dances politiques, mais les anarchistes y restent majoritaires. Hershman, toujours lui, ouvre une librairie dans une des grandes rues de Montréal. Deux ans après, il crée un journal, *Der Telegraph*, publié en yiddish, qui vise les communautés russe et roumaine de Montréal; il sera rapidement remplacé par *Die Fraye Arbayter Shtime* (« La Voix libre des travailleurs »), édité à New York. Les militants juifs sont profondément antireligieux, ce qui les conduit parfois à provoquer les juifs orthodoxes en organisant des bals « anti-Yom Kippour ». Ce seront ces mêmes militants qui seront à l'origine de la célébration de la mémoire des victimes de Haymarket le 1^{er} mai 1906 et des 1^{er} Mai suivants. De nombreux meetings seront organisés pour écouter Emma Goldman ou Rudolf Rocker et les affiches appelant à ces réunions étaient rédigées alors en yiddish.

À la lecture de cet excellent livre, il apparaît que la véritable oppression au Québec ne vient pas de ces patrons juifs contre lesquels les militants anarchistes déclenchent pourtant de violentes grèves, mais plutôt de l'Église catholique. Élisée Reclus, de passage dans la Belle Province en 1886, parle de « l'omniprésence du clergé dans les affaires publiques, de l'idiotie des curés qu'il croise sur sa route ». En 1908, Emma Goldman décrit Montréal comme une « cité moyenâgeuse couverte d'églises et de prêtres ». De son côté, Rudolf Rocker notera lors d'un de ses séjours dans cette ville: « Il y a peu d'endroits en Europe où l'Église conserve une emprise aussi forte que dans la partie francophone du Canada. »

Dans l'entre-deux-guerres, Albert Saint-Martin, marxiste libertaire, publiera un journal, *Spartakus*, présenté comme « l'organe officiel des chômeurs ». Lui et ses amis éditeront par la suite un libelle acide dont l'auteur de ce livre dit qu'il était « un véritable réquisi-

toire contre la charité supposée des institutions religieuses ».

Après la Seconde Guerre mondiale apparaît au Québec un groupe artistique fortement marqué par les idées libertaires. Il s'agit des « automatistes ». Au départ, ce groupe, composé semble-t-il autant d'hommes que de femmes, est largement influencé par les thèses surréalistes d'André Breton. Il s'agit d'abord d'essayer d'établir des relations avec les communistes, mais le projet tourne court parce que « la lutte des classes est inconcevable sans la passion d'une plus grande liberté ». C'est lors d'un passage à Paris avant 1950 que l'un d'eux, un sculpteur, trouve dans une librairie anarchiste les œuvres de Bakounine. Apparaissent alors les noms des frères Gauvreau, Primau, Borduas, Leduc ou bien Tranquille. Bien des noms inconnus de ce côté de l'océan.

Voilà donc un livre qui remplit un grand vide, on ne peut que demander à son auteur de continuer son travail. En effet, qui sont les anarchistes québécois depuis 1960?

Pierre Sommermeyer

* Poète libertaire québécois auteur entre autres d'*Étal Mixte* et autres poèmes...

Sur les traces de l'anarchisme au Québec,
1860-1960
Mathieu Houle-Courcelles
Éditions LUX Montréal,
2008, 275 pages.

Fantasmagorie sur la banquise

Les Hommes d'Ariane Michel

UN THRILLER MÉTAPHYSIQUE, basé sur l'écoute, sur l'enregistrement de tout ce qui a été entendu, perçu, aperçu et entrevu. C'est l'avancée solitaire et patiente d'un être « filmeur et enregistreur » sur la banquise. Dans un environnement tout blanc, dans un monde silencieux et pacifique, où tout semble se passer au ralenti, Ariane Michel nous transmet son émotion et son regard. La seule musique du film, et de loin la plus présente, est imperceptible, elle est intérieure. C'est le rythme cardiaque où les battements de cœur, suivis par le crissement des pieds sur la glace, créent l'événement et permettent de suivre cette expérience dans la durée. Quand on voit enfin quelque chose bouger à l'horizon, un des derniers ours blancs encore en vie relever sa tête pour nous regarder de loin, on croit à un mirage. Mais il est là, majestueux et réel. Puis quelques morses, des oiseaux et finalement aussi ces drôles de bêtes préhistoriques qui se traînent plus proches de la terre. Ils nous apprennent qu'ils sont réellement là, qu'ils nous regardent. Tout nous regarde, après avoir été regardé et enregistré par Ariane Michel. Elle trace ses fils, faisant confiance à ses yeux, à son intuition, à ses oreilles, à la mobilisation de tous les sens. L'effet sur nous, qui boirons ses images et ses sons, est saisissant: car elle ranime nos sens aussi, en les tirant de leur sommeil et de la tentation du spectateur consommateur conformiste.

Ariane Michel¹, documentariste et plasticienne, part avec sa caméra et un casque sur les oreilles pour filmer, enregistrer ce que le Grand Nord voudra bien lui révéler. Elle est patiente, elle sait ménager le suspense. Pendant très longtemps, on ne voit rien. Qu'une vaste étendue blanche et un horizon bas, à peine plus coloré que la banquise, si bien qu'on se demande, est-ce un film en couleurs ou un film en noir et blanc ?



La question de la couleur semble définitivement résolue, quand, dans ce silence paradisiaque, arrivent un premier, puis un deuxième et finalement plusieurs intrus, des (Les) hommes. Leurs cirés jaunes vif, puis de couleur orange, leur confèrent un air mi-ouvrier de chantier, mi-scientifique en déplacement ou pire en mission: et prouvent donc que *Les hommes* n'est pas un film en noir et blanc. Mais en fin de compte, on réalise très vite qu'on imagine ce qu'ils vont faire et qu'on espérait ne pas voir – encore une fois – surtout pas dans ce film.

Que vont-ils faire? Ce sont eux, évidemment, l'expédition, c'est leur travail, le volier, leur moyen de locomotion, mais bien sûr. Comment avons-nous pu imaginer autre chose. Et Ariane, eh bien, elle les a accompagnés, suivis. Elle va les filmer. Signes qui ne trompent pas et confirment notre appréhension.

Il faut dire qu'on était accroché comme dans du Hitchcock, alors que là, les hommes, c'est du déjà-vu. Ils se promènent, collectent, nomment, échantillonnent, prélèvent, réunissent des preuves, ramassent tout, du lichen jusqu'au galet. Et puis, ils portent des fusils, tout ça, on le savait d'avance... et notre attention s'effrite.

Quand Ariane Michel décrit elle-même l'étrangeté de leur arrivée dans son œuvre de contemplation – elle la commente avec beaucoup trop de poésie, à mon goût: « Sur les côtes sauvages d'un pays glacé, l'été étire sa journée sans fin, aube absolue où règnent les bêtes. Un navire, animal bizarre venu de la mer sans violence, s'introduit dans le paysage. À son bord, des silhouettes d'hommes s'agitent. Sur l'eau, sur la glace, ils avancent vers nous. « Nous » sommes la glace, la pierre, l'eau et les animaux du Groënland, et « eux » les naturalistes du début du XXI^e siècle qui s'approchent de la nature et l'observent... »

Il faut relire Humboldt², il a fait comme ça aussi, mais en écrivant et dessinant à la main, il n'avait pas de fusil. Il faudra aussi aller voir *Grizzly Man* de Werner Herzog, c'est l'homme qui jouait avec les ours et qui a fini par se faire manger.

Que c'est triste que cela se termine par la boîte du botaniste, le collectionneur d'échantillons. Ariane Michel avait réussi à nous faire entrevoir un règne animal, minéral à l'échelle humaine et universelle. Ses images et sons dépassaient les calculs et la rentabilité d'une expédition... Elle a fait un travail de géomètre sans théodolite, en arpenteur de l'imaginaire et c'est pour cela que le film nous enchante.

Heike Hurst



1. Révélé par le Festival du documentaire, le FID Marseille en 2006, le film est sorti le 11 juin 2008. Programmé au Reflet Médicis

2. cf le livre de Daniel Kehlmann, *Les Arpenteurs* du monde.

La révolte luddite* (seconde partie)

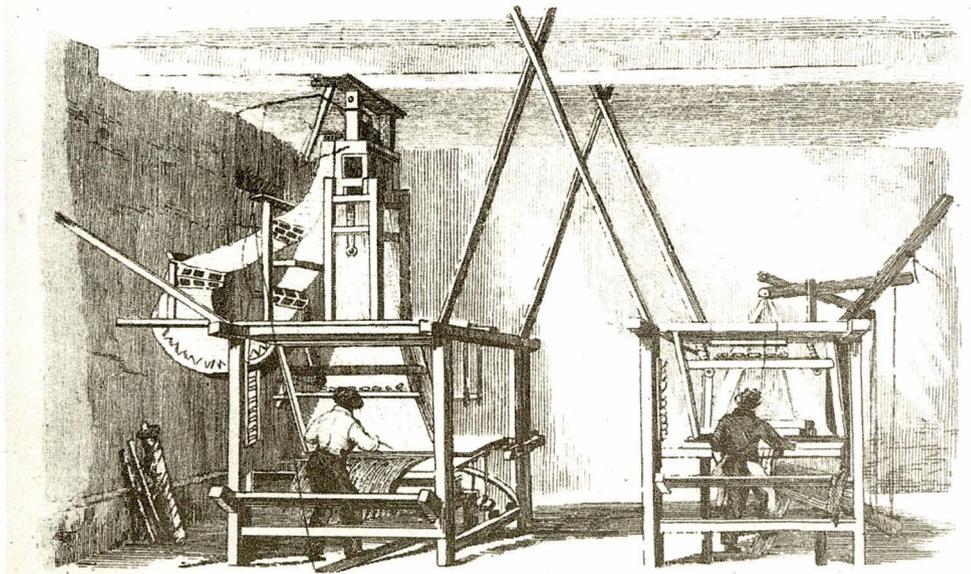
Flemmard mais épaté, épaté mais flemmard, je voudrais bien citer d'autres extraits du très utile livre de Kirkpatrick Sale *La Révolte luddite, briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation* (L'échappée, 19 euros, disponible à la librairie du Monde libertaire). Ces extraits seront tous tirés de la seconde partie du livre, qui tire les leçons de la révolte luddite pour notre époque.

« **MAIS EN TANT QUE THÉORIE** applicable n'importe où, l'idée que les nouvelles technologies créent de l'emploi et font croître les richesses n'est que foutaise. Elle est loin d'être démontrée, et l'expérience de la majeure partie du reste du monde au cours des deux siècles passés, à commencer par celle des pays sans empire, la réfute de bout en bout. »

En d'autres termes, quand on dresse le bilan pour la planète des effets de l'industrialisation capitaliste sur l'emploi dans le monde entier, il y a de quoi se poser des questions. Les sociétés préindustrielles n'étaient pas, il s'en faut de très loin, des paradis, et l'esclavage, il s'en faut de très loin, n'y était pas inconnu. Mais vendre des cigarettes aux bords des ghettos à touristes pour se payer une boîte de lait condensé dans la favela, est-ce un emploi ?

« Il est remarquable de constater à quel point la nouvelle époque [la nôtre] ressemble à la première en autant de petites choses ; le début du XIX^e siècle fut une époque de théâtre vulgaire, d'immeubles éléphantinesques, d'obsession généralisée pour les meurtres et les exécutions, de peur croissante des agressions de rue, d'engouement pour la boxe et autres sports violents et spectaculaires, de passions pour la course, de voyages en ballon et de jeux d'argent de toutes sortes, y compris la loterie. Il est tout aussi remarquable que les grands traits qui nous ont préalablement servi à définir la première révolution industrielle puissent aussi être appliqués à la seconde — en essayant de la même façon de ne pas tomber dans le schématisme et le réducteur. »

« Une société qui repose sur les technologies de pointe vit totalement au présent, à l'instar de ses machines, la « mémoire » d'un ordinateur, après tout, n'est que la régurgitation de l'expérience et non sa récréation ; elle ne vit qu'au présent, au moment où elle est transmise. Une telle société est soumise au changement et à l'instabilité constantes, prise dans cette course au perfectionnement et à l'innovation qui s'accompagnent généralement du terme de « progrès », peu importe dans quelle direction elle est lancée. Dans une société fondée sur les technologies de pointe, la vie et l'expérience solitaires priment sur la vie et l'existence partagées, la médiation technologique sur toutes



les autres et les expressions mécaniques de la culture (réseaux, programmes, jeux électroniques) sur l'expression personnelle (tavernes, écoles, parcs). »

« Aux États-Unis, la publicité représente depuis longtemps une industrie gigantesque de plus de 100 milliards de dollars par an (150 milliards en 1994), plus que le budget de l'enseignement public secondaire. Un déluge annuel de 21 000 spots télévisés [Sale ne compte pas le nombre de fois où les spots passent], un million de pages publicitaires dans les magazines [Sale ne compte pas le nombre d'exemplaires auxquels ce million de pages est reproduit], 14 milliards de catalogues par correspondance, 38 milliards de spams [un nombre tout à fait obsolète] et un milliard d'enseignes, d'affiches et de panneaux.

Au total un exercice de manipulation mentale des plus extravagants au service de la conception et de la satisfaction des besoins consuméristes.

La télévision, l'instrument principal de cette manipulation, ne cesse de vendre par la séduction un mode de vie qui vante sur tous les tons les mérites de la consommation, épanouissante, morale, amusante, émancipatrice, autant de caractéristiques qui nous échapperaient le reste du temps. C'est aussi le meilleur instrument de diffusion de la culture high-tech, qui fonctionne sur les mêmes ressorts : simpliste et énergique, incapable du moindre

raffinement de pensée, conçue pour des impacts limités et graphiques (les courts et les violents sont les meilleurs, comme le football et les publicités). Le principal effet de la télévision, ce génie bleu qui s'échappe aujourd'hui de plus de 850 millions de postes dans le monde, est d'implanter l'idéologie de l'existence marchande partout sur terre. Les programmes télévisés représentent l'exportation américaine la plus rentable, en volume de dollars. Tout ceci est bien sûr accentué par la publicité globalisée (une industrie de 250 milliards de dollars, plus que le PNB de l'Inde), le système des franchises [McDonald's, Starbucks, Gap, etc.], les voyages éclair, le « libre »-échange, la délocalisation des usines et des bureaux, et avant tout par le tourisme, qui sème partout l'image du citoyen industriel comme jouisseur insouciant et propre sur lui. »

Nestor Potkine,
qui se demande, perplexe,
s'il doit demeurer propre sur lui

*. Révolte d'ouvriers menés par un certain Ludd qui, au XIX^e siècle en Angleterre, détruisirent leurs métiers à tisser.

La « Figuration narrative »

alors et aujourd'hui

Les galeries nationales du Grand Palais présentent jusqu'au 13 juillet une exposition consacrée à un groupe de peintres qui se fit connaître sous le nom de « figuration narrative », entre 1964 et 1972, et a préfiguré, accompagné ou prolongé Mai 68. Aujourd'hui mondialement connu, mais alors obscur immigré d'Haïti, Hervé Télémaque fut l'un des plus actifs et remarquables de ces jeunes peintres. Pour *le Monde libertaire*, il a bien voulu répondre à quelques questions suscitées par cette exposition.

Propos recueillis par Gilles Bounoure

Le Monde libertaire: Quelles étaient les principales visées critiques capables de réunir des esprits aussi divers que Klasen et Aillaud, Erro et Fromanger, Rancillac et Télémaque? Politiques, esthétiques ou d'une autre sorte?

Hervé Télémaque: Il s'agissait d'une préoccupation générale, ces « genres » picturaux qu'on appelait « l'abstraction lyrique » et « l'expressionnisme abstrait » se mouraient à Paris comme à New York, il fallait trouver une voie originale à côté de ce qui existait, le surréalisme, l'art engagé préconisé par Sartre et d'autres, revenir à une forme de figure susceptible de recharger l'activité picturale. Cette volonté était partagée aussi bien à Paris, à New York, à Londres, qu'en Allemagne...

Le M. L.: Ces visées critiques sont-elles encore d'actualité?

H. T.: Ce qu'on observait alors, c'était au fond le phénomène si fréquent des génies qui « arrêtent la machine », par interruption totale ou par conversion à l'académisme, ce qui avait été le cas respectivement de Duchamp et de Chirico, et qui s'est reproduit ensuite, et qui s'observe encore... Il fallait « recharger la machine », comme il faut toujours le faire aujourd'hui.

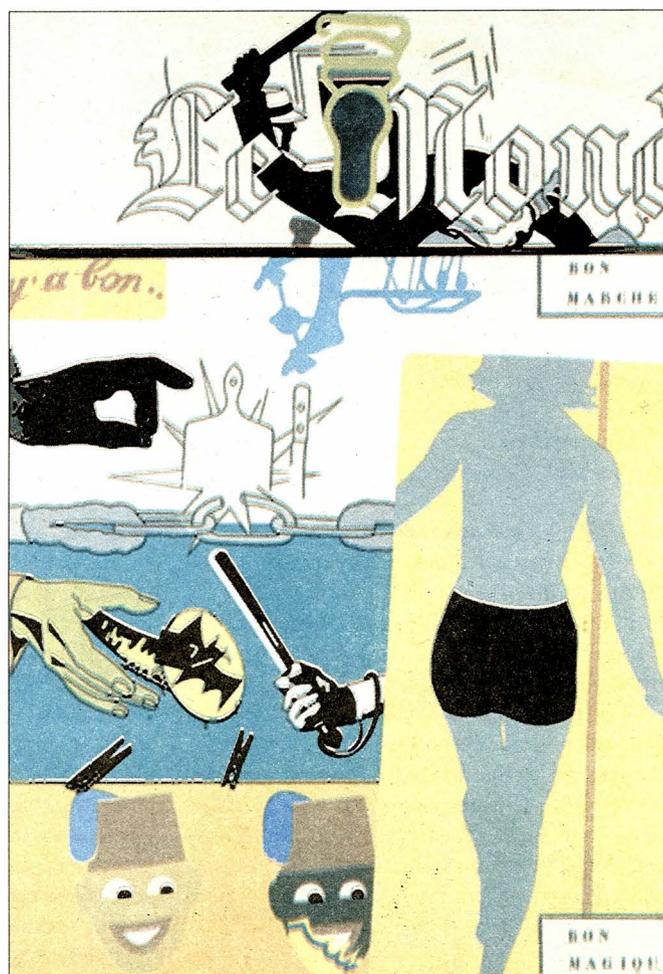
Le M. L.: Les artistes d'origine étrangère nombreux parmi les peintres de la « figuration narrative » ont-ils contribué à donner une dimension internationale à ce regroupement surtout parisien?

H. T.: Le regroupement était surtout parisien, mais des frémissements apparaissaient ailleurs, à New York, à Londres, en Allemagne, à Milan, diverses raisons ont fait qu'ils se sont cristallisés à Paris avec plus de force et de visibilité, et même de publicité.

Le M. L.: Ces « artistes métèques » (titre que tu t'es parfois appliqué fièrement) se sentaient-ils limités dans leur expression par le « devoir de réserve » qu'impose l'État aux étrangers, ou en ont-ils tiré parti pour déplacer l'articulation de leurs critiques?

H. T.: Bien sûr, j'ai dû éviter toute situation pouvant conduire à une arrestation en mai-juin 68, mais pour quelqu'un qui avait vu à l'œuvre les dictateurs antillais et qui avait souffert à New York d'un racisme dont on n'a plus idée, associé à des préjugés d'un provincialisme étriqué et à un anticastisme hystérique, Paris offrait un véritable climat de liberté, et cela valait pour bien d'autres, ceux qui venaient de la péninsule ibérique, par exemple, ou d'Amérique latine, formant une communauté nombreuse et chaleureuse qui n'existe plus. La possibilité pour les artistes de vivre de peu, assez libres du souci du lendemain, dans une misère sympathique, c'est aussi ce qui manquait à d'autres capitales. L'expression picturale ne faisait l'objet d'aucune surveillance, ni d'une censure comparable à celle de la télévision ou du cinéma.

Le M. L.: Peut-on parler, pour ces jeunes peintres exposant ensemble à partir de



Hervé Télémaque *Banania n°3*, 1964. Huile sur toile. 195 x 130 cm. Coll. part., France. © Adagp, Paris 2008.

1964, d'une atmosphère ou d'un esprit de Mai 68 avant la lettre?

H. T.: Cela n'a pu apparaître qu'ensuite, nos expériences étaient trop différentes, j'avais en tête les éditoriaux du *New York Times* parlant de Castro comme on a parlé ensuite des ayatollahs ou de Ben Laden, les copains français n'avaient qu'une vague idée des dictatures sud-américaines et antillaises, et de mon côté il m'a fallu du temps pour comprendre quel désir de changement a suivi la guerre



d'Algérie. Mais, dans le contexte de la libération sexuelle qui commençait, il s'imposait de recourir à la vulgarité pour secouer le regard.

Le M. L.: Avez-vous été surpris ou non par la venue et le déroulement des « événements » ?

H. T.: Oui et non. Les étudiants étaient tellement en avance sur le reste de la société qu'il n'a pas été surprenant qu'aucun homme politique se révèle capable de gérer cela.

Le M. L.: Quelles furent les principales « retombées de Mai 68 » pour ces jeunes peintres, entre 1968 et 1972 ?

H. T.: Certainement le rattachement des artistes à la Sécurité sociale, qui a été admis sans coup férir, ce qui était incroyable, et particulier à la France. On se moque de cela à vingt ans, quand on rejette toute affiliation sociale, quelques décennies après cela s'avère inappréciable, surtout si l'on songe aux dizaines de millions d'Américains du Nord sans couverture sociale, sans CMU...

Le M. L.: Qu'est-ce qui a mis fin à ce qui apparaît aujourd'hui comme une « aventure collective » ?

H. T.: Il n'y a jamais eu de groupe, seulement des peintres réunis grâce au soutien d'un critique politiquement « centriste », Gassiot-Talabot, et qui ont ensuite suivi leur chemin individuel, ou même collectif. Certains groupes sont devenus franchement « de droite » et plus, d'autres sont restés dans la rhétorique du PCF, tout cela invitait à marquer au plus vite ses distances...

Le M. L.: Quel pourrait être le principal enseignement de l'actuelle exposition du Grand Palais ?

H. T.: C'est une opération culturelle et historique médiocre dans sa scénographie et tellement limitée dans ses moyens qu'elle a bien failli ne pas avoir lieu. Ni les Britanniques ni les Milanais ne sont représentés, ils auraient rendu compte de l'ambiance européenne plus nettement révolutionnaire, avec des artistes allant dans la rue et se saisissant des questions sociales. Cette exposition tend à liquider ces aspects, comme pour se débarrasser de cette période encombrante, sans aller jusqu'à la passer sous silence. L'événement était jugé trop politique en haut lieu, mais l'annuler aurait également été trop gênant politiquement.

Le M. L.: En fin de compte, qu'est-ce qui subsiste aujourd'hui de vivant dans la « figuration narrative » ?

H. T.: Outre cet esprit révolutionnaire trop occulté dans cette exposition, il y a eu de mon point de vue quelques réussites, l'avantage d'avoir été peu répétitif, celui d'avoir pu contribuer à renouveler le regard en œuvrant parfois dans la finesse ou même avec grâce, ce qui n'était pas la caractéristique de cette génération-là. C'est peut-être la leçon la plus actuelle de ce « point d'histoire » de l'art moderne.

Oaxaca, en direct



ÉTÉ 2006. À OAXACA, la région la plus pauvre du Mexique, le peuple se soulève contre le gouverneur Ulises Ruiz Ortiz. D'abord simple mouvement de solidarité envers la grève des enseignants, la révolte prend ensuite de l'ampleur et s'étend dans toute la région: prise de municipalités, de lieux de pouvoir, de radios, les flics mis à la porte des villes... Un livre sur le sujet ne pouvait être de trop.

Le soulèvement du peuple d'Oaxaca a été une vraie leçon d'action directe, il n'y a pas de doutes pour nous, anarchistes. Mais, comme le livre nous l'apprend de page en page, la lutte d'Oaxaca n'est pas qu'une simple émeute, mais bien une véritable remise en cause du système capitaliste et du jeu des politiques. Le peuple a su s'autogérer, et ce malgré une répression insoutenable (morts, blessés, disparus, prisonniers torturés...) et une tentative de récupération des partis politiques de gauche. Au fil de la lecture, on avance dans l'histoire, des premières grèves à la reprise de la ville par le gouverneur, à l'entrée des militaires et des milices... On y découvre un peuple de multiples cultures, et on assiste à la tentative de construction d'un autre monde, qui ne serait pas celui des États rois et des bourgeois.

Mais on ne parle pas que des barricades, des manifs et des grèves. Car finalement, Oaxaca, c'était surtout l'Appo (assemblée populaire des peuples d'Oaxaca), c'est aussi une autogestion, petit à petit, de la cité. C'est le peuple qui se met à réfléchir à ce qu'il veut, qui se prend en main. Ce sont des coups de traitres de la part du syndicat des enseignants,

c'est la résistance face aux « rouges » voulant présenter l'Appo aux élections...

Ces luttes dans la rue et cette réflexion sur l'organisation de la société en construction, Georges Lapierre nous raconte tout cela. Il restera à Oaxaca de septembre 2006 à fin janvier 2007. Cinq mois de chroniques publiées, jour après jour, face au silence implacable des médias du Mexique ou d'Europe. Ce livre nous les raconte après coup, mais le ton est celui de l'instant, du moment insurrectionnel. Loin d'un retour historique sur les événements d'Oaxaca, il s'agit de la vie de Georges Lapierre et de ceux qui l'ont côtoyé tout au long de ces mois. Au fil des lignes, on y découvre le passage de la révolte à l'insurrection, la vie dans la commune débarrassée de ces institutions où chaque jour l'autorité laisse place à la liberté et à l'Appo. Chaque jour l'État cherche à reprendre le contrôle, armé de milices, la répression s'abat sur un mouvement décidé à ne pas prendre les armes...

Un livre à lire d'urgence donc, que l'on ait suivi ou pas les événements.

Delphine,

Fédération anarchiste, Paris

La commune d'Oaxaca, chroniques et considérations, par Georges Lapierre.

Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011, Paris.

Le Mexique de la révolte

La Commune d'Oaxaca

LA RÉPRESSION BRUTALE contre un mouvement de travailleurs de l'enseignement à Oaxaca, au Mexique, a radicalisé un conflit syndical qui finira par donner lieu à un large mouvement populaire, l'APPO (Assemblée des peuples de l'Oaxaca), qui exige la destitution du gouverneur de l'État. À la pression dans la rue et l'organisation de la protestation, le gouverneur apportera la violence et la répression comme réponses. Entre mai et novembre 2006, au plus fort de la crise, vingt-trois personnes sont assassinées, des centaines d'incarcérations ont lieu, des dizaines de disparus sont recensés.

Dans le cadre d'une tournée de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), la Fédération anarchiste recevra Matias, membre du groupe libertaire CAMA-AMZ, lui-même adhérent à l'Alliance magoniste zapatiste (AMZ) et qui travaille beaucoup avec des associations indigènes de l'État de l'Oaxaca.

Matias sera en tournée en France du 14 au 25 juin pour évoquer les événements à Oaxaca et leur actualité.

Des rencontres publiques ont déjà eu lieu à Marseille, Nîmes, et Lyon.

Matias sera :

Le jeudi 19 juin :
au Local libertaire de Dijon

Le vendredi 20 juin :
à l'Autodidacte de Besançon

Le lundi 23 juin :
au Pavillon noir de Caen

Le mardi 24 juin :
à l'Insoumise de Rouen

Le mercredi 25 juin :
à la librairie du Monde libertaire à Paris

Local libertaire à Lille

À L'APPROCHE DE L'ÉTÉ, le Centre culturel libertaire de Lille vous appelle à l'aide!

Implanté à Lille depuis 1987 – et dans ses locaux actuels du quartier de Wazemmes depuis 1999 –, le CCL est un lieu autogéré par un collectif de militants, sans hiérarchie ni autorité. Ce lieu d'expression et de diffusion des pratiques et des combats libertaires est un espace de convivialité, d'échange, de réflexion favorisant l'autonomie et la prise de responsabilité des individus.

On peut y trouver une jolie cuisine, une librairie, une bibliothèque avec à peu près deux mille bouquins, une distro (CD et vinyles), et une salle de spectacle avec un bar. Cette année, depuis septembre 2007, le CCL a accueilli plus d'une vingtaine de projection-discussions, plus de cinquante concerts avec une centaine de groupes, quelques bouffes collectives, pièces de théâtre et de nombreuses réunions. L'organisation de ces événements a notamment permis de soutenir le mouvement libertaire dans la région, mais aussi en Israël, en Allemagne, au Venezuela, au Mexique...

Les fondateurs et fondatrices du Centre culturel libertaire de Lille ont fait le choix de la légalité pour pouvoir disposer d'un espace de manière pérenne, un vrai lieu ressource pour le milieu libertaire de la région depuis de nombreuses années. Mais cette légalité a un coût, celui notamment du loyer (466 euros par mois) et nous arrivons à cet été 2008 avec des

doutes sur notre avenir. En effet, le CCL doit disposer de 2000 euros avant le mois de juillet pour assurer la location et les autres frais du lieu pour la période de l'été où nous n'organisons que très peu d'activités (les recettes des concerts sont notre principale ressource). Aujourd'hui, nos comptes sont proches d'être à sec et il nous manque au moins 1500 euros pour entamer l'été sereinement.

Pas question pour nous d'augmenter les prix d'entrée ou ceux du bar, ni de quémander des subventions aux autorités. Nous vous appelons donc tous et toutes à l'aide afin de nous aider à pérenniser le CCL de Lille. Pour ce faire, toutes les initiatives sont les bienvenues: vous pouvez nous envoyer des sous, faire des concerts, bouffes, apéros, manches de soutien, voler les riches, ou tout simplement faire passer cet appel à d'autres.

Le CCL

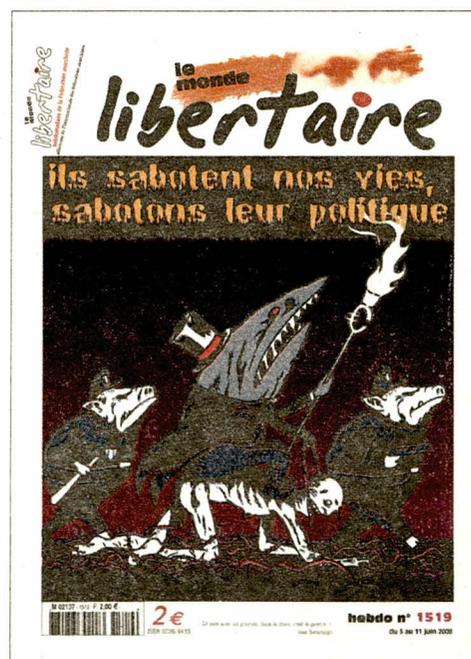
Contact: ccl59@no-log.org
Site internet: lille.cybertaria.org
Chèques de soutien à l'ordre du CCL: 4, rue de Colmar, 59 000 Lille
Coordonnées bancaires:
20041 01 005 0116220W026 18
IBAN:
FR7020041010050116220W02618
BIC: PSSTFRPPLIL

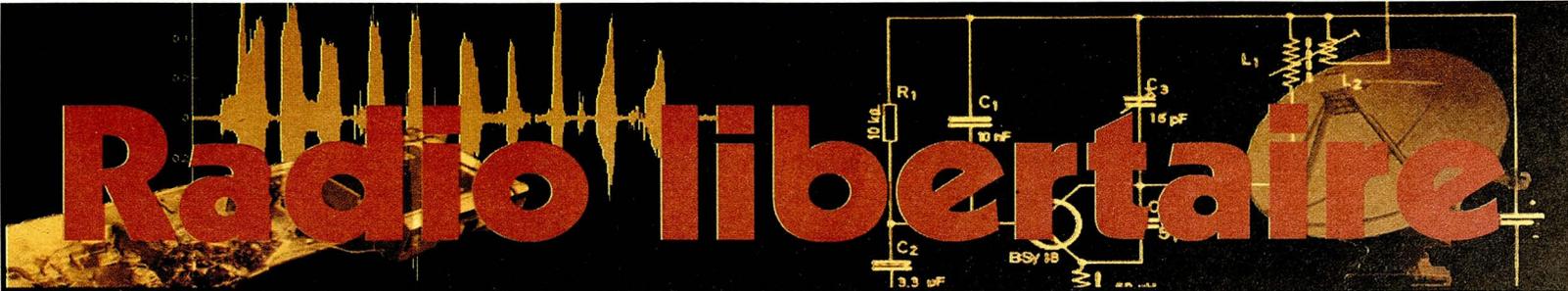
Abonnez-vous!

ON PEUT maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout:

www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site **www.trouverlapresse.com** un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner: 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.





Radio libertaire

Jeudi 19 juin

De rimes et de notes (12 heures). Actualité de la chanson et du spectacle, Marlène reçoit Suzanne Chamak et Christian Landrain, de l'association Puce et Cie, à la Taverne du Port.

Radio cartable (14 heures). La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures). Mounamitié. Prenez-en de la graine, sauf au banquet du Louvre. Avec le Géraït du rare en rage contre les marchands d'armes.

Les enfants de Stonewall-BodyFreaks (19 h 30). Les Corps Déjantés. Émission mensuelle, abordant chaque troisième jeudi des thématiques trans, intersexe ou de genre en général (3^e jeudi).

Samedi 21 juin

Réveil Hip Hop (8 heures). Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures). (Il devrait bien nous communiquer le contenu de ses émissions. NDLR.)

Chronique syndicale. (11 h 30). Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30). Revue Lignes n° 26: « Immigration, rétentions, expulsions. Les étrangers indésirables »; avec Alain Brossat, Olivier Lecour Grandmaison.

Deux sous de scène (15 h 30). Magazine de la chanson vivante. Par Nicolas Choquet qui devrait bien nous communiquer le contenu de ses émissions. NDLR.

Dimanche 22 juin

Tempête sur les planches (14 heures). Actualité du théâtre. Le 25 juin, deux militants comparaissent pour avoir occupé le siège de la CFDT dans le cadre d'une action pacifique pour protester contre la compromission de la CFDT avec le Medef.

L'un d'eux est Michel Roger, metteur en scène de la compagnie Jolie Môme qui organise un Cabaret déchaîné en soutien à Michel, le dimanche 15 juin au théâtre de l'Épée de Bois, à la Cartoucherie.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30). La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 23 juin

Lundi matin (11 heures). L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les partageux de la Commune (13 heures). Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

Agora libertaire (18 heures). Émission des groupes régionaux de la FA.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30). Anarcho-syndicalisme, la section ANPE du syndicat Santé-Social.

Mardi 24 juin

Le Parisien libertaire (8 heures). L'agenda militant. Par Greg et Davou.

Les amis d'Orwell (16 heures). Invité: Mathieu Rigouste, chercheur en socio-histoire qui s'intéresse à la légitimation du contrôle et à la représentation de la menace. Auteur de *L'Ennemi intérieur postcolonial. De la guerre coloniale au contrôle sécuritaire (1954-2007)*, Paris, La Découverte, 2008.

Idéaux et débats (18 heures). Toute réussite déguise une abdication. Trois superbes romans pour l'émission du jour: Carine Beaufilets, pour *Monsieur le directeur* (Stock); Maryline Desbiolles, pour *Les Draps du peintre* (Seuil); Hervé Hamon, pour *Demandons l'impossible* (Panama).

Paroles d'associations (19 h 30). Magazine de la vie associative et culturelle. Par Sylvie. (Qui devrait bien nous communiquer le contenu de ses émissions. NDLR.)

Mercredi 25 juin

Blues en liberté (10 h 30). Été en blues (2). Par Thierry Porré, de retour.

Sans toit ni loi (12 heures). Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le monège (14 heures). Littérature & Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst. (Qui devraient bien nous communiquer le contenu de leurs émissions. NDLR.)

Femmes libres (18 h 30). Femmes qui luttent, femmes qui témoignent (et qui devraient bien communiquer le contenu de leurs émissions. NDLR.). Avec Michèle Loup: égalité femmes-hommes.

Ras les murs (20 h 30). Actualités des luttes de prisonniers. L'atelier du Non Faire, avec Simonetta, qui fera le point sur leur nouvelle situation.

jeudi 26 juin

Si vis pacem (18 heures). L'art mais oui, l'armée non! La littérature résiste à la guerre. En présence de Claude Herzfeld, auteur de *Octave Mirbeau, le Calvaire* et de *Vers le Grand Meaulnes*, éditions L'Harmattan.

Vendredi 27 juin

Place aux fous (13 heures). Entretien avec le duo électro-trash expérimental Déviance et session live tellurique. Deux poétesses, Sick Lust et So. Noël, unissent leurs forces pour un album oscillant entre le déjanté grave et le sauvage halluciné. Elles sont folles, elles osent tout.

Samedi 28 juin

Chroniques rebelles (13 h 30). *China blues* de Hsi Hsuan-wou et Charles Reeve (Verticales), avec les auteurs.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 19 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Michel Ragon, parrain du Salon du livre anarchiste local, est un ami que le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra pour son *Dictionnaire du mouvement anarchiste* à paraître en 2008. À la bibliothèque Sociale, 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09

Saint-Denis (93)

19 heures. Comment les femmes philosophes ont-elles été enthousiasmées puis déçues par la révolution d'Octobre 1917? Analyse à travers la vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg et d'Alexandra Kollontai. Présentation de Michel Paraire. Soirée organisée par la Dionyversité : université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis. dionyversite.org

Vendredi 20 juin

Chartres (28)

À partir de 20h30, conférence sur le thème « Religions femmes », par Hélène du groupe Pierre-Besnard, aux Abbayes de Saint-Brice, salle B01.

Samedi 21 juin

Rouen (76)

14 heures. Marche contre l'homophobie et pour l'égalité des droits! Place Saint-Sever.

Paris XVIII^e

15h30. La bibliothèque la Rue recevra Patrick Pecherot auteur, entre autres, de *Tiurai* (Série noire, 1996), *Terminus nuit* (Série noire, 1999), *Les Brouillards de la butte*, (Série Noire, 2006) et *Soleil noir* (Série noire, 2007) qui viendra parler polars. 10, rue Robert-Planquette, métros Blanche ou Abbesses.

Lundi 23 juin

Caen (14)

20 heures. Projection de films sur la révolte d'Oaxaca au Mexique, suivi d'une rencontre-débat avec un militant libertaire actif dans cette lutte, membre de l'Alliance magoniste zapatiste d'Oaxaca. Buvette, tables de presse organisées par le groupe de Caen de la Fédération anarchiste. Au Pavillon noir, 10, bd Poincaré, arrêt tram Aviation.

Saint-Denis (93)

19 heures. Wilhelm Reich : « L'analyse reichienne aujourd'hui. Que reste-t-il des concepts reichiens? » Présentation de Jacques Lesage de La Haye. Soirée organisée par la Dionyversité : université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis. dionyversite.org

Mardi 24 juin

Rouen (76)

20h30. Le Mexique en ébullition : la commune d'Oaxaca, avec Matias, du groupe libertaire mexicain Cama-AMZ. Librairie l'Insoumise 128, rue Saint-Hilaire.

Mercredi 25 juin

Paris XI^e

18 heures. Rencontre avec Matias, militant libertaire du Mexique, qui vient nous parler de la lutte au Mexique, notamment dans l'Oaxaca. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, tél. : 01 48 05 34 08.

Jeudi 26 juin

Saint-Denis (93)

19 heures. Les femmes philosophes et la révolution féministe. Comment les femmes philosophes ont-elles permis l'avènement de la révolution féministe? Analyse de l'apport de Simone de Beauvoir à la cause féminine révolutionnaire. Perspectives actuelles. Présentation de Michel Paraire. Soirée organisée par la

Dionyversité : université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis. site : <http://dionyversite.org/>

Vendredi 27 juin

Concarneau (29)

20 heures. Réunion-débat publique sur l'accès libre aux transports en commun pour tous sans distinction de ressources, organisée par le groupe libertaire F-Ferrer (Fédération anarchiste Lorient) et le groupe libertaire Crabes de Quimper. Entrée libre. Ancienne mairie.

Châlons-en-Champagne (51)

20h30: Rencontre avec Jean Le Gal, auteur de *Le Maître qui apprenait aux enfants à grandir. Un parcours en pédagogie Freinet vers l'autogestion.* Organisée par le groupe de la Marne. Salle Pelloutier, 1, place Verdun. Entrée libre, table de presse.

Samedi 28 juin

Agen (47)

20h30. Festival Vol en plein air organisé par le groupe d'Études sociales, avec Kochise, Shaolink, Kalimera, The Shelters, Nociwe dolls Calza et l'orchestre Papillon. Entrée libre, buffet et buvette, prairie du Pont-Canal (Agen).

Paris XI^e

16 heures. À la librairie du Monde libertaire, Marie-Claire Calmus présentera *Corps et mots*, dont elle est l'auteur-interprète, joué chaque semaine le mardi Chez Adel (10^e) et le jeudi au Gambetta-Club (20^e). Poèmes, chansons, chroniques du temps et une même aspiration : changer la vie.

lundi 30 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Soirée avec Jean Le Gal, sur la pédagogie Freinet, à la bibliothèque Sociale de Merlieux. 8, rue de Fouquerolles. 03 23 80 17 09.

Pour une **MUSIQUE** au quotidien
ENGAGÉE et **LIBERTAIRE**
construisons les bastions
de la résistance musicale.

BROUILLONS
de CULTURE

MIDI / MINUIT
[12H NON STOP]

CAMPUS

12 bis rue Froment - Paris 11ème
M^o Bréguet-Sabin ou Bastille
<http://terraindentente.free.fr/>

19H / MINUIT

RADIO LIBERTAIRE 89.4 MHz FM
et en streaming sur internet
<http://rl.federation-anarchiste.org/>

SAMEDI 21 JUIN

Avec Blow job • the Blues Babies • Bob Folk •
18 Brumaire • les Féroces Lapins • Gos • Marmottones •
• Nautvik • Oh pff ! kpmg • Red Van • The Suspect •
Polacks • Senators in bondage 37 • Vegg • Zahar •
• Z.A.K. • ...ré et les émissions de la radio.

CAMPUS

**89.4
FM**

**CAMPUS et RADIO LIBERTAIRE
REUNIS ENCORE UNE FOIS**

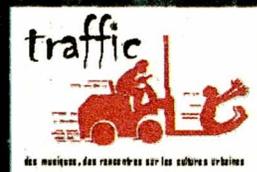


photo et mise en page caroline car